

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 05 MAI 2011

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 05 MEI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 20 et présidée par M. André Flahaut.

Le **président**: La séance est ouverte.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: Yves Leterme, Paul Magnette

Excusés

Devoirs de mandat: Philippe Blanchart, Tanguy Veys

Raisons de santé: Els Demol, Guy D'Haeseleer, Özlem Özen

Raisons familiales: Meyrem Almaci

En mission à l'étranger: Mathias De Clercq, François-Xavier de Donnea, Patrick Moriau

Empêchée: Alexandra Colen

Gouvernement fédéral

Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles: en mission à l'étranger

Michel Daerden, ministre des Pensions et des Grandes villes: en mission à l'étranger (Budapest)

Questions**01 Questions jointes de**

- **M. Christophe Bastin au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les conséquences de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0265)**

- **Mme Ingeborg De Meulemeester au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la menace terroriste à la suite de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0266)**

01.01 Christophe Bastin (cdH): Oussama Ben Laden, un des hommes les plus dangereux de la planète, a été mis hors d'état de nuire. Nous nous en réjouissons, mais la façon dont cette opération a été menée laisse un doute sur l'objectif de la mission, en particulier lorsque nous apprenons qu'il n'était pas armé. Nous nous interrogeons également sur le rôle du Pakistan. Comment Ben Laden a-t-il pu y résider si longtemps sans attirer l'attention?

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, une coalition internationale s'est mise en place pour chasser Ben Laden et les talibans en Afghanistan. La Belgique y participe. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont déclaré que la mort de Ben Laden ne changeait rien à cet engagement. Reste que la portée symbolique de la mort de Ben Laden mérite que l'on s'interroge à ce propos.

Avez-vous obtenu des Américains plus d'informations sur la manière dont l'opération a été menée, en particulier sur ses objectifs précis et ses règles d'engagement? Des mesures de sécurité ont-elles été prises

pour nos troupes en Afghanistan? Voyez-vous un risque accru d'insécurité? Y aura-il prochainement une discussion au sein de l'OTAN et avec le gouvernement afghan sur le rôle de l'ISAF et sur la politique à mener vis-à-vis du Pakistan?

Quelles sont les mesures particulières prises dans notre pays pour prévenir un attentat? L'OCAM a décidé de ne pas relever le niveau d'alerte. Pourquoi?

01.02 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Oussama Ben Laden a été abattu au Pakistan le 2 mai 2011 par des militaires américains. Les premières réactions ont été marquées par le soulagement et l'euphorie, mais très vite, Interpol a lancé une mise en garde face à un risque terroriste accru. Ben Laden est mort, mais Al-Qaïda est vivant. J'espère par conséquent que l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM) restera vigilant au cours des prochaines semaines.

L'attitude ambiguë des gouvernements américain et pakistanais sur leurs relations réciproques est singulière. Il est impossible que le lieu où se cachait Ben Laden ait pu rester aussi longtemps secret à l'insu du gouvernement pakistanais, de l'armée ou des services de renseignements.

Comment la Belgique envisage-t-elle ses futures relations avec le Pakistan? Il est de notoriété publique que ce pays possède des armes nucléaires et que ses services de renseignements militaires entretiennent d'étroites relations avec des groupes terroristes. Qu'en est-il de la sécurité de nos troupes en Afghanistan? Comment les militaires belges sont-ils informés d'une augmentation de la menace? Leur équipement est-il adapté? Sont-ils chargés d'autres missions?

01.03 Yves Leterme, premier ministre (en français): Nos pensées vont d'abord aux victimes de Ben Laden et à leur entourage.

Au nom du pays, j'ai félicité le président Obama pour le succès de son action. La mise hors d'état de nuire de Ben Laden est un grand soulagement pour la communauté internationale. Nous n'oublierons jamais les atrocités commises par ce sinistre personnage. Bien sûr, il eût été préférable qu'il y ait un procès, mais l'important est que Ben Laden ait été mis hors d'état de nuire.

En ce qui concerne l'Afghanistan, je retiens le message de M. Karzaï aux talibans. Il les appelle à renouer le dialogue pour installer définitivement la paix et la réconciliation dans ce pays. Le monde y trouverait son intérêt.

(En néerlandais) Le ministre De Crem va fournir tout à l'heure plus de détails sur les événements et procéder à une évaluation des conséquences pour la sécurité de nos troupes.

Il est prévu que nous restions en Afghanistan jusqu'à fin 2011. Nous n'avons certainement pas l'intention d'y être militairement actifs *ad vitam aeternam*. Nous souhaitons que les Afghans reprennent leur avenir en mains et assurent la sécurité de leur population. Dans l'intervalle, nous devons toutefois prendre les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif. Il faut espérer que la mort de Ben Laden nous a rapprochés de cette transition.

Quelques heures après l'annonce de la mort de Ben Laden, j'ai, en présence du ministre de l'Intérieur, convoqué le responsable final de l'OCAM. L'OCAM n'a pas augmenté le niveau de menace, qui est actuellement de 2 sur une échelle de 4. Nous ne disposons pas d'indications concrètes selon lesquelles notre pays constituerait la cible potentielle d'un attentat. Par précaution, une vigilance particulière est toutefois demandée pour les institutions internationales établies sur le territoire belge et pour les transports en commun.

La menace est évaluée en permanence. Il va de soi que le gouvernement est prêt à tout moment à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires sur la base du niveau de menace fixé par l'OCAM.

01.04 Christophe Bastin (cdH): Mon groupe soutient l'opération menée par la coalition internationale. La dimension militaire doit s'accompagner d'une dimension politique, économique, sociale. La sécurité de nos troupes est essentielle, la réflexion sur le Pakistan l'est aussi.

En Belgique, il s'agit de garder la tête froide tout en étant vigilant.

01.05 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Il est bon de savoir que le gouvernement belge suit de près la situation, en étroite concertation avec l'OCAM. S'il est inutile de paniquer, il convient de rester vigilant.

Il faut également évaluer en permanence les relations avec le Pakistan. Espérons qu'après la mort d'Oussama Ben Laden nous en apprendrons plus sur le rôle de ce pays.

L'incident est clos.

02 Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'assemblée générale de Dexia du 11 mai 2011" (n° P0267)

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le chiffre du paquet salarial de M. Mariani, administrateur général de la banque Dexia, à savoir 1,8 million d'euros, est indécent par rapport à la situation du monde financier ainsi que par rapport à la situation particulière de Dexia (perte de 5,188 milliards d'euros en 2010; 2 163 emplois perdus, etc.).

Ce mercredi 11 mai, une assemblée générale de Dexia aura lieu. Qu'y feront nos représentants? Soutiendront-ils la résolution qui sera déposée pour remettre en cause le paquet salarial de M. Mariani?

D'autres problèmes plus fondamentaux se posent chez Dexia. Quelle coordination y a-t-il entre les actionnaires publics de la banque? Quel est l'objectif de l'État fédéral quant à l'ancrage belge de cette banque, mais aussi quant à ses pratiques en matière d'éthique?

02.02 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Les indemnités octroyées aux membres de la direction de la SA Dexia pour 2010 correspondent globalement aux montants octroyés en 2009. Chaque fois, le conseil d'administration a pris cette décision à l'unanimité; chaque fois la part variable a été conditionnée pour être échelonnée sur plusieurs années. Pour 2009, on a anticipé la législation. Pour 2010, la décision a été prise conformément aux réglementations belge et européenne.

Le ministre des Finances a transmis à la SA Dexia la résolution du Parlement en matière d'indemnités variables. Dexia a commenté et justifié la décision adoptée par le conseil d'administration.

Sur la base de la loi votée l'année dernière par la Chambre (16 avril 2010), l'assemblée générale devra, à partir de l'année prochaine, approuver un rapport d'indemnités distinct pour les membres de la direction.

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Votre réponse montre que les lois votées sont insuffisantes! Le bonus salarial octroyé à M. Mariani est incohérent avec le contexte général du monde financier et avec le contexte particulier de Dexia.

Je m'inquiète au sujet de l'avenir de cette banque et de son ancrage belge.

Je vous demande d'entamer une coordination avec vos collègues des autres niveaux de pouvoir pour que lors de l'assemblée générale de mercredi, un signal clair soit donné et qu'un jour, cette banque mérite son slogan qui est d'être une banque éthique et durable.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Bruno Tobback au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la rente nucléaire" (n° P0268)**
- **M. Willem-Frederik Schiltz au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la rente nucléaire" (n° P0269)**
- **M. Jean Marie Dedecker au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la rente nucléaire" (n° P0270)**

03.01 Bruno Tobback (sp.a): Que dirait le premier ministre s'il constatait, en tant qu'amateur de football,

que deux équipes amènent chacune leur arbitre pour un match décisif? N'y verrait-il pas une pratique absurde? Telle a pourtant été son attitude dans la discussion sur la rente nucléaire, puisqu'il a placé deux organismes publics en concurrence et que chacun n'a eu de cesse de miner la crédibilité de l'autre. Comment pense-t-il pouvoir un jour rétablir la crédibilité de la Banque nationale et de la CREG?

Toute cette discussion a également montré qu'il s'agissait moins de chiffres que d'un choix à opérer entre le prélèvement d'une taxe visant à alimenter les caisses de l'État et le réinvestissement de ce bénéfice nucléaire dans un projet d'intérêt public, par exemple de nouvelles technologies propres. En commission, nous avons convenu hier que cette discussion devrait être déterminante sur le plan du montant de la taxe et de la manière dont elle sera prélevée. Le gouvernement admettra-t-il que le Parlement mène ce débat dans les semaines à venir et prenne également une décision quant au choix à opérer à long terme?

03.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Tout peut arriver, car j'adhère aux revendications de M. Tobback, si ce n'est dans un contexte moins polémique. Je me réjouis que le Parlement bénéficie de toute la marge de manœuvre requise pour débattre de la rente nucléaire. Le premier ministre continuera-t-il à le permettre? Et le gouvernement utilisera-t-il toute rente supplémentaire pour enjoliver son budget ou affectera-t-il par exemple cette rente aux mécanismes de financement destinés à investir dans la production d'énergie offshore? Cela permettrait enfin de rendre la facture des utilisateurs finaux plus supportable.

03.03 Jean Marie Dedecker (LDD): Au cours des derniers jours, nous avons assisté au sein de ce Parlement à un spectacle affligeant entre la CREG et la Banque nationale. Ce qui n'était pour commencer qu'un petit jeu de surenchère a dégénéré en combat de rue. La CREG, censée contrôler notre politique énergétique, aboutit dans une étude à un montant d'environ 2 milliards de rente nucléaire. Mais comme le premier ministre est réticent à confronter Electrabel à un tel montant, il préfère se couvrir par le biais de la Banque nationale, dont le gouverneur, M. Luc Coene, a à l'époque bradé Electrabel aux Français pour le compte de la violette. En opposant les deux institutions d'intérêt public, M. Leterme a fortement ébranlé leur crédibilité. Comment rectifiera-t-il cette situation?

Il existe un fossé d'un milliard d'euros entre la CREG et la Banque nationale. Comment le premier ministre le comblera-t-il? Il y a également une anguille communautaire sous roche, le MR et le PS choisissant le camp d'Electrabel et de la Banque nationale, et les Flamands choisissant celui de la CREG. Quel montant le premier ministre encaissera-t-il ou pourra-t-il encaisser aujourd'hui auprès d'Electrabel? Comblera-t-il ainsi le déficit budgétaire ou utilisera-t-il ces fonds à d'autres fins?

03.04 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): L'objectif de toutes ces discussions à propos de la perception d'un impôt sur la rente nucléaire est évidemment de permettre au Trésor de percevoir une part équitable des bénéfices nucléaires dans le but d'améliorer la compétitivité et d'alléger la facture énergétique. Il s'agit en effet d'une énergie générée dans des centrales nucléaires amorties sur le plan comptable. Ce gouvernement est le premier à effectivement obtenir une telle contribution.

Le 27 avril 2011, le cabinet restreint a pris à l'unanimité trois décisions. Nous demandons en premier lieu à des spécialistes de préparer la discussion technique sur les chiffres et sur le futur mécanisme qui serait utilisé.

Nous demandons en deuxième lieu d'opérer une simulation concernant un certain nombre de mécanismes de perception pour les années 2008, 2009 et 2010, les chiffres sur lesquels la CREG et la Banque nationale se basent actuellement étant ceux de 2007. D'ailleurs, les données que nous avons reçues hier concernant les années 2008, 2009 et 2010 montrent que nous nous approchons peu à peu d'une estimation commune.

Troisièmement, le Parlement aura tout loisir de mener le débat: comment faire en sorte de faire revenir de manière équitable une part des bénéfices au Trésor et donc au contribuable/utilisateur final? Lorsque le Parlement aura fini son travail, une décision sera prise au sein du gouvernement.

03.05 Bruno Tobback (sp.a): Quelle que soit la question que je pose, j'obtiens toujours la même réponse du premier ministre. De surcroît, il répond systématiquement à côté de la question. Je n'ai en effet jamais contesté que le prélèvement de 250 millions d'euros constitue à mes yeux un premier pas qu'il convient de saluer. Mais toutes les études ultérieures ont mis en évidence que ce montant n'est ni équitable, ni juste.

Il ressort de divers débats qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'argent, ni d'un prélèvement qui peut être inscrit au budget. Non, ce qui est en cause, c'est la manière dont la rente nucléaire sera perçue, manière qui déterminera la structure du marché de l'électricité. Admettons-nous qu'une entreprise privée mène une politique commerciale sur la base de capitaux reçus comme un cadeau du contribuable belge? Par le biais de ce maigre prélèvement de 250 millions, avec la complicité de la Banque nationale, le gouvernement belge permet qu'il en soit ainsi. Le débat au Parlement doit porter sur la question de savoir comment nous pouvons restituer ce montant au consommateur. Et sur cette question-là, j'attends toujours la réponse de ce gouvernement.

03.06 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je prends acte du fait que le Parlement pourra mener le débat sur la rente nucléaire. J'espère que le gouvernement respectera la décision du Parlement, comme il convient en période d'affaires courantes.

Je pourrai peut-être bientôt accueillir M. Tobback sur les bancs de notre groupe politique. Il adhère en effet au discours libéral selon lequel la structure des coûts d'une entreprise monopolistique doit être ramenée au niveau de celle d'un concurrent de manière à finalement assurer une réelle libéralisation du marché.

La phrase "des spécialistes prépareront les chiffres" m'inquiète. Les débats sur les chiffres n'ont pas manqué. Les députés commencent à savoir où la décision doit être prise. Le premier ministre fait confiance au Parlement qui lui soumettra son modèle de calcul. Ses spécialistes pourront ensuite compléter les chiffres. Il n'est plus temps de tergiverser, il faut passer à l'étape suivante.

03.07 Jean Marie Dedecker (LDD): J'ai demandé quel serait le montant de la taxe sur la rente nucléaire et quelle en serait l'affectation, sans toutefois obtenir de réponse.

Les conclusions des deux instances publiques sur la rente nucléaire sont diamétralement opposées. Le gouvernement a tout fait pour les discréditer. Que fera le premier ministre pour restaurer leur crédibilité?

Ces derniers jours, j'ai pu constater que le gouvernement ne menait aucune politique énergétique et certainement pas une politique tournée vers l'avenir. Le gouvernement n'agit pas pour casser le monopole. Il se contentera de prélever un nouvel impôt sur les recettes d'Electrabel, même si le premier ministre n'ose pas encore avancer de chiffre. Voilà bien une réponse honteuse.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Gerolf Annemans** au ministre de la Justice sur "le profil des ressortissants sur lesquels la Sûreté de l'État enquête" (n° P0273)

- **M. Patrick Dewael** au ministre de la Justice sur "le profil des ressortissants sur lesquels la Sûreté de l'État enquête" (n° P0274)

04.01 Gerolf Annemans (VB): Sans pudeur et avec la dose d'excès de confiance en soi nécessaire à cet effet, M. Winants, de la Sûreté de l'État, a jugé opportun de rendre publics les résultats de la loi sur les MSR – les méthodes spéciales de recherche – qui permet, dans un style qui n'a rien à envier à celui de la CIA – de forcer l'entrée d'habitations privées ou de consulter des extraits de compte ou des connexions téléphoniques. Au moment de l'adoption de cette loi, des réserves avaient déjà été formulées à propos de la protection de la vie privée. Par ailleurs, le terme "nationalisme" devait être conservé à tout prix dans le texte de la loi, alors que le terme "terrorisme islamiste" ne pouvait en aucun cas y figurer.

M. Winants omet toutefois de préciser quelles étaient les cibles de ces 417 opérations. Et le Comité R ne nous rassure pas davantage à cet égard. La Commission chargée du suivi de ce Comité est devenue un caucus privé entre la N-VA et le PS et constitue tout sauf un organe démocratique qui exerce un contrôle parlementaire sur les activités de la Sûreté de l'État.

Je m'adresse donc au premier ministre pour lui demander qui a été contrôlé par la Sûreté de l'État. Est-il en mesure de confirmer qu'il ne s'agit en aucun cas de soumettre des citoyens à une surveillance politique, ni de remettre en cause leur liberté d'expression?

04.02 Patrick Dewael (Open Vld): Contrairement à celle de M. Annemans, ma question n'est pas inspirée par d'éventuelles considérations paranoïaques. Grâce à la loi sur les MSR, notre Sûreté de l'État et nos services de renseignement peuvent travailler à armes égales avec leurs homologues. Par le passé, des pays partenaires n'étaient pas avares de critiques quant à l'absence de base légale pour nos actions, problème qui est à présent résolu.

Le fait que plus de 400 opérations aient été menées à court terme traduit l'existence d'une liste d'attente et le démarrage immédiat d'actions dès l'adoption de la loi. Voilà qui ne manque pas de susciter des interrogations à propos de conflits éventuels entre le droit à la sécurité et celui au respect de la vie privée.

Bien que je sois opposé à l'utilisation de ces méthodes par la police administrative, les services de renseignement doivent pouvoir communiquer des informations importantes aux autorités administratives, peut-être par l'intermédiaire du centre de crise. Quelle est l'opinion du ministre à ce sujet? À mes yeux, de telles pratiques seraient possibles sans aménagement de la loi.

Quatre groupes politiques seulement font partie du comité d'accompagnement créé au sein du Sénat et chargé d'un contrôle démocratique *a posteriori*. Cette situation équivaut à un déficit démocratique. Le ministre ne pense-t-il pas comme moi que l'ensemble des partis devraient siéger au sein de ce comité? J'envisage pour ma part de prendre une initiative législative à cet égard.

04.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La loi sur les MPR est une loi très importante. Nos services de sécurité sont les derniers d'Europe à disposer enfin également d'un certain nombre de possibilités pour recueillir des informations. La loi est opérationnelle depuis le mois de septembre 2010.

La communication de M. Winants en la matière ne me pose pas problème. L'application effective de la loi ne doit plus être un secret.

Je suis disposé à vérifier si certaines informations de la Sûreté de l'État pourraient mieux circuler.

L'application de la loi est soumise à un contrôle très élaboré. Une commission de contrôle composée de quatre magistrats assure le contrôle administratif interne et le Comité R du Sénat est chargé du contrôle parlementaire. M. Dewael se posait moins de questions à propos de la composition de la commission sous la législature précédente mais il est exact qu'il s'agit d'une composition restreinte. La commission doit être suffisamment représentative mais il s'agit d'une responsabilité du Sénat.

La loi fonctionne correctement et elle constitue un élément essentiel dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Son objectif n'est pas de contrôler le Vlaams Belang.

04.04 Gerolf Annemans (VB): J'imagine que le ministre dit la vérité lorsqu'il affirme que l'objectif de la loi n'est pas de contrôler le Vlaams Belang. La composition du comité de contrôle du Sénat a précisément été limitée pour empêcher que le Vlaams Belang y soit représenté. Je ne puis faire confiance à M. Winants mais pour le moment je ferai encore confiance au ministre.

Il faut en effet mener une lutte acharnée contre le terrorisme en utilisant tous les moyens modernes disponibles. Nous avons contesté la loi parce qu'elle stipule que des organisations nationalistes peuvent également être contrôlées, sans qu'il soit clairement précisé qu'il ne s'agit pas de partis politiques représentés démocratiquement. Nous nous réjouissons si tel n'est pas l'objectif.

04.05 Patrick Dewael (Open Vld): Pourquoi contrôler encore le Vlaams Belang? On peut se le demander.

De nombreux bourgmestres ont été confrontés sur le territoire de leur commune à des manifestations auxquelles ils n'ont pu se préparer parce que les organisateurs se sont servis de locaux qu'ils ont loués dans un autre but que celui qu'ils ont prétendu vouloir atteindre. Dans les situations où la Sûreté de l'État disposerait d'informations présentant un intérêt pour les autorités administratives, nous devrions disposer d'un système qui nous permettrait de communiquer immédiatement ces informations aux bourgmestres par l'intermédiaire du Centre de Crise du SPF Intérieur. Pour le reste, je suis satisfait de l'application de la présente loi même si elle est sans doute perfectible.

L'incident est clos.

05 Question de M. Laurent Louis au ministre de la Justice sur "la politique des poursuites en matière de maltraitance animale" (n° P0275)

05.01 Laurent Louis (indép.): Ces dernières semaines, des cas particulièrement graves de maltraitance animale ont été constatés à Ogy, Ath et Pont-à-Lesse. Ces cinq dernières années, le nombre de plaintes pour infraction à la loi sur le bien-être animal a été multiplié par trois. Le nombre des animaux saisis a été multiplié par dix-sept. Mme Onkelinx se félicite de ce chiffre prouvant l'efficacité de ses services. Pour ma part, j'attends des sanctions plus sévères.

Êtes-vous prêt à mettre en place une politique de tolérance zéro en matière de maltraitance animale?

Êtes-vous disposé à sensibiliser le monde judiciaire à ce problème?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Il n'est pas question pour moi de mettre en place une politique de tolérance zéro en la matière. Cependant des initiatives peuvent être prises comme la mention de la maltraitance animale dans le plan national de sécurité.

Cela dit, les parquets poursuivent. Ces cinq dernières années, plus de 10 000 affaires ont été instruites. Il y a eu 1 050 citations à comparaître devant les différents tribunaux correctionnels et 861 personnes ont été condamnées.

Il existe d'autres priorités au sein de notre société.

05.03 Laurent Louis (indép.): La fin de votre réponse me déçoit. Sur le total des affaires, je compte que 9 200 personnes ne sont pas sanctionnées. Les personnes qui travaillent au quotidien à la défense des animaux méritent d'être écoutées.

L'incident est clos.

06 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'immobilisme à la Justice et notamment le malaise auprès de la magistrature" (n° P0276)

06.01 Renaat Landuyt (sp.a): Des magistrats, et non des moindres, quittent leurs fonctions. Ils abandonnent parce que le cadre du personnel n'est pas complet. Le ministre a décidé de ralentir dans une large mesure toutes les nominations en vue de réaliser des économies. Cette initiative entraîne une aggravation de l'arriéré judiciaire et du malaise au sein du système judiciaire.

Combien de temps le ministre attendra-t-il encore avant de pourvoir les places vacantes?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): À la Justice, cela fait des années que nous devons économiser 0,7 %, soit 30 millions d'euros. Le nombre d'assistants de justice ne sera pas revu à la baisse et les agents pénitentiaires seront remplacés à temps, mais des choix doivent être faits. J'ai ainsi décidé de ne pas réduire le cadre de la magistrature, mais de postposer les nominations d'environ deux mois, ce qui représente une économie d'environ 5 millions d'euros.

Il y a aussi d'autres éléments qui retardent les nominations. Dans les petits arrondissements, ou dans le cadre de missions spéciales, les magistrats peuvent se voir confier d'autres fonctions à titre temporaire. Grâce à un management efficace, il doit être possible de remédier sans dommages au problème des postes laissés vacants.

06.03 Renaat Landuyt (sp.a): La nonchalance du ministre est agaçante. Sa manière de faire des économies de manière "solidaire" sape tout le département de la Justice. Il postpose des nominations durant des mois, voire des années, mais au même moment, il organise des concours onéreux pour le palais de justice de Bruxelles. En attendant, le fonctionnement de la Justice est au point mort.

L'incident est clos.

07 Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prise de position du codirecteur du Centre pour l'égalité des chances contre le vote de la loi interdisant le port de tout vêtement cachant totalement ou principalement le visage" (n° P0271)

07.01 Daniel Bacquelaine (MR): Il y a une semaine, nous avons adopté la loi interdisant le port de la burqa. Ce vote a été acquis à la quasi-unanimité. Quel ne fut pas mon étonnement en lisant dans la presse samedi la position du directeur du Centre pour l'égalité des chances qui considère l'attitude du Parlement "expéditive et abusive".

Il prétend qu'il n'y a pas eu de débat sur la question. Le mot "abusif" est scandaleux. On peut très bien adresser librement des critiques, je l'admets, mais sans nier des éléments factuels.

Manifestement, le directeur du Centre pour l'égalité des chances n'a pas lu la proposition car il semble ignorer que l'aspect sécuritaire n'est que l'un des arguments repris dans le texte et certainement pas le principal.

L'article 2 de la loi sur le Centre pour l'égalité des chances prévoit la collaboration avec les institutions, notamment avec le Parlement. Ici, il s'agit davantage d'insultes.

Il récidive aujourd'hui dans *Le Soir*, en quittant le domaine de l'indépendance et de l'impartialité que doit avoir le Centre, en citant nommément trois partis politiques qui devraient réagir lors du débat prochain au Sénat. Pourquoi trois partis parmi d'autres? Quelle est l'attitude que vous comptez adopter à ce sujet?

07.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): J'ai lu avec surprise les propos exprimés par M. Delruelle. Suite à une demande d'explication que je lui ai adressée, il m'a répondu qu'il s'était exprimé à titre personnel.

Le Centre doit répondre aux principes de Paris, adoptés par l'ONU en 1993, qui demandent qu'ils gardent, même s'il s'agit des services publics, une indépendance d'expression ainsi qu'une capacité de contacts avec les médias.

On ne peut parler à la fois à titre personnel et en tant que directeur du Centre pour l'égalité des chances. Si le Centre adopte une position, c'est le conseil d'administration qui doit la formuler, ce qui n'a pas été fait. La question que vous posez est une question que les membres du conseil d'administration devront se poser eux-mêmes afin de savoir comment ils organisent les pouvoirs de délégation à l'égard du directeur en matière d'expression concernant des sujets politiques sur lesquels le conseil d'administration ne s'est pas prononcé.

07.03 Daniel Bacquelaine (MR): Si le directeur du Centre pour l'égalité des chances n'avait pas occupé cette fonction, il n'aurait pas fait la une du *Soir*. Manifestement, il abuse de sa position. Il s'agit d'une faute professionnelle.

Lorsqu'il affirme que la seule motivation pour laquelle nous avons quasi tous voté cette loi, est un aspect sécuritaire, il dit le contraire de la vérité.

Je regrette cette polémique. Cette façon de traiter le Parlement avec suffisance et arrogance me paraît incompatible avec l'exercice d'une telle fonction. Il mérite un rappel à l'ordre!

L'incident est clos.

08 Question de M. David Clarinval à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les sanctions à l'égard des secteurs ne remplissant pas les obligations en termes de formation" (n° P0272)

08.01 David Clarinval (MR): Il y a quelques semaines, vous avez infligé une amende à une septantaine de secteurs professionnels parce qu'ils n'auraient pas rencontré leurs obligations en termes de formation professionnelle. Cette sanction est injuste, arbitraire et unilatérale.

J'ai entendu les critiques de responsables de l'UNIZO selon lesquels vous avez tendance à n'écouter que le banc syndical et pas suffisamment le banc patronal. J'ai appris par la presse de l'UCM que vous n'auriez pas répondu aux lettres envoyées par les secteurs professionnels.

J'ai pris connaissance de votre défense face aux critiques de l'UNIZO, dans laquelle vous vous disiez attaquée en qualité de femme francophone. Je connais des femmes ministres francophones qui sont bien vues par l'UNIZO.

Allez-vous revenir sur votre décision? Allez-vous reprendre le dialogue avec les confédérations patronales, celles du Nord comme celles du Sud?

08.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Vous êtes un nouveau parlementaire. J'estime que tout parlementaire doit au moins connaître la législation. On ne demande pas à un ministre de ne pas respecter la loi. C'est ce que vous venez de me demander.

Cette formation est un contrat entre les partenaires sociaux, conclu à l'unanimité du banc patronal et syndical, aux fins de fonder le Pacte de solidarité entre les générations. Ce pacte a été moulé sous forme législative par la loi du 23 décembre 2005. J'ai appliqué *stricto sensu* non seulement un accord entre les partenaires sociaux mais encore la loi.

Je me base non seulement sur des chiffres qui impliquent les partenaires sociaux, mais je me base aussi sur une liste que je n'ai en rien modifiée, en provenance du Conseil national du travail, où siègent les représentants patronaux, pour appliquer une loi et un arrêté royal. Tous deux proviennent d'un accord historique entre partenaires sociaux.

Il appartiendra à un prochain gouvernement de décider si les obligations sont sectorielles et de déterminer si la responsabilité est collective ou si elle incombe à chaque entreprise. *Hic et nunc*, je ne peux qu'appliquer une loi!

08.03 David Clarinval (MR): Il y a la loi et l'esprit de la loi. Lorsque les syndicats demandent à discuter, vous parlez avec eux avant de les sanctionner. Quand il s'agit d'un banc patronal, vous ne discutez pas, vous sanctionnez! Je vous reproche de ne pas avoir écouté les patrons. Les chiffres sont contestés: vous ne tenez pas compte de la crise de 2009. Je vous demande de rencontrer le banc patronal.

08.04 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Malgré mes explications, vous insistez pour que je transgresse la loi. Je le regrette! Je rencontre autant les patrons que les syndicats. Tous vous le diront!

08.05 David Clarinval (MR): Les patrons n'ont pas obtenu de réponse à leur courrier!

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "les conséquences de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0277)
- M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "les conséquences de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0278)
- M. Christophe Bastin au ministre de la Défense sur "les conséquences de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0279)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "les conséquences de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0280)
- M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "les conséquences de la mort d'Oussama Ben Laden" (n° P0282)

09.01 Annick Ponthier (VB): La mort d'Oussama Ben Laden a suscité euphorie et soulagement. Le dirigeant d'Al-Qaïda a été abattu par des troupes d'élite américaines dans son repaire au Pakistan.

Le monde n'est pas plus sûr pour autant et sa mort ne marque pas la fin de l'extrémisme musulman. Des

partisans d'Al-Qaïda appellent dans le monde entier à des actions de vengeance et notre pays maintient son actuel niveau de menace. Nos militaires en mission à l'étranger, principalement en Afghanistan, peuvent également être la cible d'actions de représailles.

Quel est selon le ministre, le niveau de la menace terroriste? Comment la Défense réagira-t-elle aux appels à la vengeance contre les États-Unis et l'ensemble du monde occidental? Le ministre compte-t-il prendre des mesures pour mieux protéger nos militaires en Afghanistan?

Quelles seront les conséquences de la mort de Ben Laden sur notre participation à la guerre en Afghanistan?

Le ministre peut-il nous dévoiler quelques éléments de son récent entretien avec l'ambassadeur Gutman?

Est-il exact que le ministre ignorait tout de l'attaque programmée de la maison où se cachait Ben Laden? N'aurait-il pas mieux valu qu'il en soit informé?

09.02 Gerald Kindermans (CD&V): Après de nombreuses années, Oussama Ben Laden a enfin été éliminé. La question que nous devons nous poser à présent est: en quoi sa mort est-elle susceptible d'influer sur l'opération menée par l'OTAN en Afghanistan ainsi que sur les efforts fournis pour stabiliser ce pays? À nos yeux, il importe que les renseignements qui ont permis de débusquer Ben Laden n'aient pas été obtenus en recourant à des méthodes illégales d'interrogatoire. Nous pensons en effet que les droits des suspects doivent être respectés en toute circonstance.

Oussama Ben Laden n'était plus le personnage mythique d'après le 11 septembre et son organisation était déjà en grande partie démantelée, ce qui ne signifie toutefois pas que la menace terroriste s'est évanouie.

Le ministre de la Défense confirme-t-il ou nie-t-il qu'à court terme, la mort d'Oussama Ben Laden peut donner lieu à des représailles? Les risques sont-ils accrus pour les ONG et les organisations internationales qui travaillent en Afghanistan? Quelle incidence la mort d'Oussama Ben Laden aura-t-elle sur les tractations avec les talibans? Quelles répercussions aura-t-elle sur les relations très délicates entre Washington et Karachi? Quels effets économiques et politiques cette opération commando aura-t-elle sur cette région du monde? Comment pourra-t-elle contribuer à la poursuite du processus de stabilisation de cette région?

09.03 Christophe Bastin (cdH): La mort de Ben Laden ne signifie pas la fin du conflit en Afghanistan mais sa portée symbolique peut avoir des conséquences. Des mesures de sécurité ont-elles été prises pour nos troupes suite à l'annonce de la mort de Ben Laden? Voyez-vous un risque accru pour la sécurité? Cet événement aura-t-il une incidence sur l'engagement de l'OTAN en Afghanistan?

09.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): La communauté internationale est déjà active en Afghanistan depuis 2001. Quelque 140 000 militaires y sont stationnés et nous avons investi des milliards de dollars dans la guerre. 2010 a été l'année la plus sanglante avec 2 800 victimes civiles.

La question principale est de savoir ce que nous avons finalement réalisé en Afghanistan. La mort d'Oussama Ben Laden constitue pour nous l'occasion d'opter pour une autre stratégie. De nombreux experts affirment que nous ne pouvons nous limiter à la seule action militaire mais que nous devons tendre vers un accord politique avec le Pakistan et les talibans. Ce ne sera qu'à ce moment-là que nous pourrons retirer nos troupes.

Le gouvernement belge est-il disposé à participer à ce changement de cap ou veut-il s'accrocher obstinément à une solution militaire, très coûteuse et potentiellement inopérante?

Quelles mesures le ministre a-t-il prises pour accroître la sécurité de nos troupes en Afghanistan?

Le **président**: M. Blanchart étant absent, sa question est retirée.

09.05 Dirk Van der Maelen (sp.a): En 2001, les États-Unis ont entamé une guerre contre l'Afghanistan. L'objectif de cette guerre était double: l'Afghanistan ne pouvait plus être un "havre de sécurité" pour Al-Qaïda et Ben Laden devait être éliminé. Ces deux objectifs ont été atteints et il est temps de mettre un terme à cette guerre. Nous pouvons à présent poursuivre la lutte contre les organisations terroristes dans les pays où Al-

Qaïda s'est disséminée: le Pakistan, l'ensemble de l'Afrique du Nord, le Yémen et la Somalie.

Lors des prochaines discussions avec ses homologues, le ministre plaidera-t-il pour un arrêt de la guerre et pour une solution négociée en Afghanistan et dans les autres pays?

09.06 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Suite à la mort d'Oussama Ben Laden, la FIAS (Force Internationale d'Assistance et de Sécurité) en Afghanistan a réévalué à la hausse le niveau d'alerte et de menace dans certaines régions de ce pays. Dans d'autres secteurs, ce niveau est resté inchangé.

Cette mort ne changera rien quant à l'engagement de l'OTAN, ni quant à la participation militaire belge en Afghanistan.

(*En néerlandais*) Pour l'OTAN, le terrorisme demeure une menace directe pour la sécurité et la stabilité internationales. Les alliés et leurs partenaires doivent poursuivre comme prévu l'opération en Afghanistan pour développer plus avant la combativité des troupes de sécurité afghanes et éviter que le pays ne redevienne un refuge pour les terroristes. Mme Clinton a déclaré à cet égard que ni Al-Qaïda, ni les talibans n'étaient vaincus.

La mort d'Oussama Ben Laden n'a pas de répercussion directe sur les missions de nos militaires mais bien sur la vigilance – accrue – face à d'éventuelles représailles. Les talibans mènent une lutte armée contre les troupes de la FIAS. Ils se sont distanciés il y a un certain temps déjà d'Al-Qaïda et de son idéologie. Ils se focalisent en tant que groupement sur la reconquête du pouvoir en Afghanistan. Ils poursuivront donc leur lutte contre la présence étrangère en Afghanistan par différents types d'attentats, notamment le recours à des bombes d'accotement, les fusillades et les attaques suicide. Bien que de nouveaux attentats puissent être présentés comme des représailles pour la mort d'Oussama Bin Laden, cela ne signifie pas qu'ils le seront effectivement ou qu'ils n'auraient pas été commis dans d'autres circonstances.

Nous adhérons toujours à la décision prise au sommet de l'OTAN de Lisbonne et qui préconise une "afghanisation" des missions de sécurité à partir de 2014.

Pour ce qui concerne l'impact de la mort d'Oussama Ben Laden sur l'actuel Printemps arabe, je renvoie aux explications fournies par le ministre des Affaires étrangères.

Je rends hommage une fois encore aux plus de 10 000 militaires qui se sont engagés depuis le début de notre présence en Afghanistan et qui y ont effectué un travail très utile.

09.07 Annick Ponthier (VB): Nous soutenons le travail réalisé par nos troupes à l'étranger, et certainement en Afghanistan. Ces militaires méritent dès lors une protection et une sécurité maximales.

Aucune mesure supplémentaire ne sera prise parce que le niveau de sécurité en vigueur aujourd'hui est – semble-t-il – déjà très élevé qualitativement, ce dont nous sommes très satisfaits.

Nous continuerons de réclamer une vigilance extrême face à la menace terroriste car les talibans pakistanais n'hésiteront pas à joindre le geste à la parole. Dans le contexte actuel, une collaboration renforcée entre les armées alliées est donc absolument indispensable.

09.08 Gerald Kindermans (CD&V): En ce qui concerne l'Afghanistan, la Belgique doit continuer de s'inscrire dans la stratégie de ses alliés de l'OTAN et de la communauté internationale. Ce pays revêt toujours une importance majeure pour notre sécurité et aussi pour des raisons humanitaires. Un Afghanistan qui succomberait constituerait une menace pour la stabilité de ses voisins directs mais aussi pour la sécurité de l'Europe. La communauté internationale a en outre l'obligation de garantir aux Afghans un avenir meilleur, en particulier sur le plan humain, après des années de guerre civile, de fanatisme religieux et d'interventions étrangères.

09.09 Christophe Bastin (cdH): Il est essentiel que les règles d'engagement soient claires. Sous cette condition, mon groupe soutient l'opération menée par la coalition internationale.

La sécurité de nos troupes est essentielle.

09.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Nous ne devons pas abandonner l'Afghanistan de manière irréfléchie, mais nous nous devons d'élaborer une stratégie efficace. Le chef des Nations Unies en Afghanistan ainsi que plusieurs experts préconisent un accord politique, mais il est clair que M. De Crem n'est pas enclin à reconsidérer notre stratégie. Ce faisant, il laisse passer une occasion.

L'engagement militaire de notre pays en Afghanistan coûtera 105 millions d'euros cette année. Or cet investissement sera vain si nous ne modifions pas notre stratégie avec la communauté internationale. Une solution ne pourra en effet jamais être atteinte par des moyens purement militaires.

09.11 Dirk Van der Maelen (sp.a): La réponse du ministre de la Défense est décevante, mais je m'y attendais. Nous poursuivons une stratégie dont il apparaît chaque année depuis dix ans qu'elle est coûteuse et qu'elle n'offre aucune solution.

Le ministre a déclaré pour la première fois que les talibans avaient coupé les ponts avec Al-Qaïda. Al-Qaïda n'entretient plus aucun lien avec l'Afghanistan. Pourtant, le ministre préconise la poursuite d'une guerre au coût exorbitant. Même le premier ministre britannique, M. Cameron, l'allié le plus fidèle des États-Unis, plaide pour un réexamen de la stratégie en Afghanistan. Le ministre est à nouveau le champion de la soumission aveugle à une stratégie erronée de l'OTAN.

L'incident est clos.

10 Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "la situation budgétaire de l'armée belge et l'éventuelle solution au problème" (n° P0283)

10.01 Bert Maertens (N-VA): Sur le plan budgétaire, le département de la Défense fait véritablement de la corde raide. Avec 1,19 % la Belgique est très loin d'atteindre la norme de l'OTAN qui veut qu'un pays affecte 2 % du PIB à la Défense. Les moyens d'investissement ont encore diminué pour ne plus atteindre que 10 % du budget total de la Défense. Pour une armée moderne et bien équipée, ils devraient atteindre au moins 25 %.

Un certain nombre d'achats risquent dès lors de devoir être postposés. À terme, nos militaires risquent également de ne plus disposer de matériel convenable pour les exercices. Le ministre a indiqué en commission qu'il n'y avait plus d'argent.

Si nous voulons préserver les ambitions de notre armée sur le plan international et maintenir notre niveau de participation aux opérations, la seule solution consiste à mener à bien une large synergie au niveau international. Les grandes puissances européennes ne sont guère favorables à une armée européenne, notre objectif à long terme.

C'est la raison pour laquelle nous devons opter aujourd'hui pour une armée unifiée au niveau du Benelux. Elle permettrait de réaliser des économies d'échelle, d'améliorer l'efficacité et de mener à davantage de spécialisation. Les conditions pour la création d'une armée Benelux n'ont jamais été aussi favorables. Le ministre entend présenter un document de réflexion commun pour le mois de septembre.

Le ministre peut-il donner plus d'explications à propos des discussions des dernières semaines? Quelle est la position de la Belgique dans ce débat? Et celle des Pays-Bas et du Luxembourg? Quelles discussions sont-elles encore prévues? Quand et de quelle manière le ministre impliquera-t-il le Parlement dans l'élaboration de cette vision commune?

10.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Au cours des années 90, les normes budgétaires ont été très largement guidées par les critères de convergence européens. Assainir était le maître-mot, et le département de la Défense a été l'un des départements les plus touchés par ce mouvement. C'était aussi l'époque où l'on parlait des dividendes de la paix. Sous la coalition violette, les efforts d'assainissement se sont poursuivis. Et, depuis fin 2007, le plan de réforme de la Défense, qui a renforcé la visibilité du département, est venu se greffer sur cette tendance de fond.

J'ai, en vérité, hérité d'un département lourdement endetté. Au cours de la présente législature, j'ai apuré

cette dette à hauteur de 1,1 milliard d'euros, ce qui représente environ un tiers du budget annuel de la Défense.

La dernière publication de l'OTAN sur les efforts de ses membres en matière de défense date du 10 mars 2011. La Belgique consacre 1,1 % de son PIB à la Défense, un effort équivalent à celui de l'Espagne et de la Hongrie. L'Italie, la Lettonie, la Lituanie et le Luxembourg dépensent moins que nous. La moyenne des pays européens membres de l'OTAN est de 1,7 %. Quand je vois quel impact les économies annoncées et les opérations budgétaires linéaires auront sur le budget de la défense d'autres pays, je pense que le budget de la défense de notre pays n'est pas en si mauvaise posture.

Le budget a été adopté hier en commission de la Défense. Les crédits permettront au département de respecter l'ensemble de ses obligations en matière de personnel, de fonctionnement et d'investissements. Fin 2007-2008, plus de 66 % des moyens de fonctionnement étaient encore affectés au personnel. À politique inchangée, le chiffre aurait même dépassé les 70 %, ce qui est intenable. C'est la raison pour laquelle, l'effectif a été ramené à 34 000 personnes, ce qui permet de se concentrer à nouveau sur les missions essentielles.

Un groupe de travail Coordination politique sera également installé pour assurer le suivi de toutes les questions relatives à la Défense. La norme de 2 % du produit intérieur brut consacré aux efforts en matière de défense impliquerait pour la Belgique un doublement du budget, soit une hausse concrète de 3 milliards d'euros, montant absolument impossible à réaliser.

Je me réjouis que la N-VA croie malgré tout encore en l'avenir de la Défense et il s'agit là peut-être aussi d'un signe de déférence pour la manière dont ce département est géré. Nous devons continuer à travailler avec les moyens actuels mais je tiendrai compte de la suggestion de M. Maertens en ce qui concerne la coopération internationale. Il s'agit également là d'une des priorités du sommet de Gand, à savoir procéder à des achats communs entre des pays ayant de préférence le même profil.

Je soumettrai ma note au Parlement dans les meilleurs délais.

10.03 Bert Maertens (N-VA): Le ministre affirme à juste titre que nous faisons partie des mauvais élèves de la classe. En matière d'économies, il estime toutefois que nous nous classons parmi les meilleurs. À tout seigneur tout honneur. Nous avons toutefois atteint le fond et une augmentation budgétaire n'est pas réaliste. Il ne sera possible de maintenir une armée opérationnelle bien équipée qu'en regroupant les forces au niveau international. J'attends dès lors avec beaucoup d'intérêt le résultat des négociations que le ministre a menées avec ses homologues néerlandais et luxembourgeois. Je me félicite également qu'il soit disposé à débattre de sa note préparatoire au Parlement.

L'incident est clos.

11 Question de M. Jef Van den Bergh au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la SABAM, sponsor principal du Marktrock" (n° P0284)

11.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Je n'ai pas le moindre problème vis-à-vis du festival Marktrock, au contraire même, mais j'ai lu la semaine dernière que la SABAM, l'organisation professionnelle qui perçoit les droits d'auteur dans notre pays et les redistribue aux artistes, sera l'un des principaux sponsors de l'événement. Toutes sortes d'associations organisent des activités – soirées de classe, soirées d'école, etc. – afin de collecter des fonds, et ces associations payent – à juste titre – des droits d'auteur. Mais quand on lit que ces moyens sont utilisés non pas pour rétribuer les artistes, mais pour parrainer un festival, on peut se poser des questions.

Le ministre estime-t-il que ces activités de sponsoring sont conformes à la mission de la SABAM et à la loi sur les droits d'auteur?

11.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): La SABAM est une société coopérative privée, dont les membres sont des auteurs, et qui se charge de percevoir des droits d'auteur afin de les répartir ensuite entre ses membres. Depuis 1994, les autorités exercent un contrôle sur les activités de la SABAM, et les dispositions légales régissant de telles sociétés de gestion ont encore été renforcées en 2009. C'est ainsi

par exemple qu'une société de gestion peut utiliser maximum 10 % des droits perçus en une année dans le cadre de projets sociaux, culturels ou éducatifs. Le sponsoring fait partie des activités qui s'inscrivent dans ce cadre.

Cet argent doit par ailleurs être placé sur un compte séparé, l'assemblée générale de la société de gestion doit arrêter des directives générales relatives à l'affectation de ces sommes et le conseil d'administration de la société de gestion doit rédiger un rapport annuel sur leur affectation.

Si la SABAM respecte les règles, il n'y a aucun problème d'ordre légal. En tant qu'autorité de tutelle, je ne peux me prononcer sur l'opportunité de cette initiative.

11.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Le ministre commente les dispositions légales, mais ne se prononce pas sur la réelle adéquation du parrainage à ces règles. Je m'attendais à davantage d'engagement de la part d'un ministre qui est un ardent défenseur de multiples événements.

11.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit d'un contrôle légal et la SABAM doit dès lors respecter les règles. Je ne peux m'engager davantage. La SABAM parraine du reste le Festival du film à Gand depuis dix ans et le festival de Dranouter depuis cinq ans, mais M. Van den Bergh n'en parle pas.

11.05 Jef Van den Bergh (CD&V): La nature de l'événement m'importe peu, mais ces 10 % des ressources annuelles ne doivent pas être exclusivement affectés à des événements prestigieux, parce que dans ce cas, que reste-t-il pour les organisations plus modestes? Le Parlement devrait peut-être réexaminer cette norme de 10 %.

L'incident est clos.

12 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "un conteneur irradié découvert à Zeebrugge" (n° P0285)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il y a quasiment deux mois, une terrible catastrophe nucléaire s'est produite dans la ville japonaise de Fukushima. Depuis avant-hier, trois conteneurs légèrement radioactifs ont été détectés dans le port de Zeebrugge. La dose mesurée est relativement faible mais c'est la première fois depuis la catastrophe qu'une contamination radioactive est découverte sur le territoire européen. Par ailleurs, le navire concerné a parcouru un trajet de plus de trente jours et il était parti du port de Yokohama, à 234 kilomètres de Fukushima. Cela en dit long sur la gravité de l'incident et doit nous inciter à la vigilance.

La ministre peut-elle en dire plus sur la situation exacte et prendra-t-elle des mesures supplémentaires en collaboration avec l'Agence fédérale de contrôle nucléaire?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le mardi 3 mai, un rayonnement accru mais limité a été mesuré dans le port de Zeebrugge dans un conteneur faisant partie d'un ensemble de six, à bord d'un navire japonais parti le 16 mars de Yokohama et arrivé à Zeebrugge le 28 avril. Les conteneurs ont été transbordés en cours de route sur un autre navire en provenance de Malaisie.

Grâce à la bonne collaboration entre la société portuaire, les services de douane et l'AFCN, on a pu constater la contamination à l'aide d'un portique de détection automatique dans le port.

L'alerte a été confirmée par AV Controlatom. La contamination mesurée consistait en une valeur majorée de césium 137 uniquement en certains endroits de la coque extérieure du conteneur. Le rayonnement n'a jamais atteint un niveau alarmant et il n'a jamais présenté un risque pour la santé publique. Le contenu du conteneur n'était pas contaminé.

Des mesures supplémentaires effectuées hier ont également confirmé une contamination locale et légèrement radioactive sur le toit du conteneur. Une contamination minimale a été également constatée sur deux autres conteneurs du lot. Tous les conteneurs seront décontaminés par la Protection civile. L'AFCN suivra de très près la suite des événements, en collaboration avec les autorités compétentes. C'est l'excellente collaboration entre ces deux autorités qui a permis de détecter rapidement la contamination.

12.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Nous pouvons nous réjouir que ces constatations aient été effectuées car cela démontre que les contrôles sont effectués convenablement et qu'ils ne sont absolument pas superflus. J'espère évidemment que les autres pays se montreront aussi scrupuleux que la Belgique.

Le fait que ce navire ait navigué pendant trente jours et qu'il soit parti d'un port situé à une distance de 234 km de Fukushima en dit long sur l'ampleur de cette catastrophe. Cela doit nous inciter à changer complètement notre fusil d'épaule en ce qui concerne les décisions que nous prenons en matière d'énergie nucléaire. Tout à l'heure, nous demanderons dès lors l'urgence pour une résolution sur le test européen de sûreté nucléaire.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Catherine Fonck à la ministre de l'Intérieur sur "les critères des tests de résistance des centrales nucléaires" (n° P0286)

13.01 Catherine Fonck (cdH): La Commission européenne est en train de définir les critères pour les *stress tests*. Selon les informations diffusées par un journal allemand, les critères retenus seraient uniquement ceux des catastrophes naturelles.

Cette information est-elle exacte? Le projet examiné par les commissaires et les ministres européens se contente-t-il de critères au rabais? Quelle est la position défendue par la Belgique et que dira-t-elle quand le débat reviendra sur la scène européenne?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La décision européenne concernant la portée des tests de résistance des centrales nucléaires n'a pas encore été arrêtée. L'Association des régulateurs européens, WENRA, a publié une proposition qui se limite, en effet, aux scénarios d'accidents causés par des phénomènes naturels. Cette proposition est en discussion chez un groupe d'experts indépendants, l'ENSREG.

Les tests de résistance ne sont pas définis en fonction des chances de réussite de chaque centrale nucléaire. L'objectif de la WENRA est d'évaluer des situations accidentelles se rapprochant de ce qui s'est passé à Fukushima. Une grande partie de l'analyse pourra être extrapolée aux scénarios d'accidents résultant d'activités humaines.

Une position définitive ne pourra être prise qu'une fois la décision européenne adoptée. Nous pourrions aussi appliquer ces tests à d'autres types d'installations nucléaires.

Il faut laisser les experts effectuer leur travail en toute indépendance.

Dans sa proposition, la WENRA ne se prononce pas sur des critères de réussite ou d'échec ; seules les autorités nationales sont compétentes à ce sujet. Je n'ai pas connaissance d'autres États membres contestant cette initiative.

13.03 Catherine Fonck (cdH): L'important, ce sont les conséquences en termes de sécurité et de santé des citoyens. J'ose espérer que le choix de critères plus limités ne sera pas une pirouette pour que toutes les centrales réussissent ces tests. Utiliser des critères au rabais, à cette fin, serait inacceptable.

La Belgique se doit d'avoir une position forte. (*Applaudissements*)

L'incident est clos.

14 Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "l'appel des pompiers à la négociation" (n° P0287)

14.01 Laurent Devin (PS): Le président de la Fédération Royale des Corps de Sapeurs-Pompiers vous demande une négociation pour que cessent les tensions entre les pouvoirs publics et les pompiers volontaires qui réclament un vrai statut. Le flou juridique actuel plonge le personnel concerné dans

l'inquiétude.

Qu'allez-vous répondre au président de cette fédération? Quelle est votre démarche budgétaire? Y associe-t-elle les villes et communes?

Le **président**: M. Devin, je vous félicite pour votre première intervention dans cette assemblée. (*Applaudissements*)

14.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Mes services travaillent actuellement sur des adaptations de textes réglementaires concernant les pompiers volontaires. Elles portent sur la durée des prestations, leur typologie et leurs indemnisations. De nombreuses réunions ont eu lieu au sujet de l'élaboration d'un nouveau statut, applicable aux pompiers volontaires et professionnels et actuellement reporté en raison de la période d'affaires courantes.

Il convient de faire la différence entre des procédures judiciaires en cours et la rédaction de textes réglementaires.

14.03 Laurent Devin (PS): J'insiste pour que les représentants des villes et communes soient associés à cette réforme, par le biais de son financement.

L'incident est clos.

15 Éloge funèbre – M. André De Beul

Le **président** (*devant l'Assemblée debout*): Mesdames et messieurs, chers collègues, André De Beul, secrétaire honoraire de la Chambre des représentants, est décédé le 6 avril dernier à Wilrijk, à l'âge de 73 ans.

André De Beul avait adhéré au mouvement flamand dès ses études secondaires au Sint-Lievenscollege à Anvers. Peu après, en 1957, il rejoignait les rangs de la Volksunie, qui venait d'être créée.

En 1964, André De Beul fut élu conseiller communal à Wilrijk, un mandat qu'il continuera d'exercer jusqu'à la fin de l'année 1982.

À partir du début des années 70, il entama également une carrière politique au niveau national. De 1971 à 1987, il siégea au sein de cette Assemblée pour l'arrondissement d'Anvers et fut secrétaire de la Chambre de 1977 à 1982. Il fut également sénateur de 1987 à 1991. Pendant dix ans, de 1981 à 1991, il exerça en outre les fonctions de vice-président du Conseil flamand.

Dans le contexte de la vie politique anversoise, André De Beul est resté dans l'ombre d'Hugo Schiltz. Mais son ardeur au travail et sa connaissance des dossiers firent de lui un parlementaire respecté. Particulièrement intéressé par la culture et les médias, il s'engagea durant des années en faveur de la rupture du monopole télévisuel de la BRTN.

Par ailleurs, son combat pour la dépénalisation partielle de l'avortement, contre la volonté de son président de parti de l'époque, lui valut en 1990 l'*Arkprijs van het Vrije Woord*.

Au nom de la Chambre, j'ai adressé mes sincères condoléances à sa famille.

15.01 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Au nom du gouvernement, je me joins aux condoléances exprimées par le président.

La Chambre observe une minute de silence.

16 Éloge funèbre – M. Albert Liénard

Le **président** (*devant l'Assemblée debout*): Nous avons appris le décès de M. Albert Liénard, ancien membre de la Chambre des représentants.

Né à Quaregnon en 1938, cet ancien enseignant était entré au PSC en 1970.

Député fédéral de l'arrondissement de Mons de 1979 à 1985, il fut secrétaire de la Chambre de 1981 à 1985.

Ses domaines de prédilection dans les débats au sein de notre Assemblée étaient l'enseignement, l'industrie régionale et l'énergie.

Plusieurs fois ministre au sein du gouvernement wallon entre 1985 et 1995, notamment du Développement territorial de 1985 à 1992 et de l'Emploi et de la Recherche technologique de 1992 à 1995, il siégea ensuite encore au Parlement wallon de 1995 à 2004.

Albert Liénard avait bâti sa carrière politique sur son expérience de conseiller communal d'abord dans son fief d'Eugies et ensuite à Frameries, où il fut mandataire communal pendant quarante ans.

Créateur de l'Agence wallonne à l'exportation en 1989, Albert Liénard a également créé le PASS, le Parc d'aventures scientifiques à Frameries.

Nous retiendrons de lui l'image d'un homme souriant et chaleureux, d'un grand travailleur et d'un homme de parole qui incarnait pleinement les valeurs d'humanisme et de générosité qu'il défendait.

Au nom de la Chambre des représentants, j'adresse à sa famille et à ses proches l'expression de mes plus sincères condoléances.

16.01 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Au nom du gouvernement, j'aimerais évoquer la mémoire d'Albert Liénard, membre de la Chambre des représentants de 1979 à 1995 et ministre du gouvernement wallon de 1985 à 1995 en exerçant de nombreuses compétences.

Grâce à ses convictions et son travail, il a permis le début de la consolidation d'un réel redéploiement wallon qui inspirera et préparera le Plan Marshall. Il a aussi mis en place l'importante réforme de décentralisation et la participation qui a permis de rendre les communes véritablement responsables de leur politique urbanistique.

On retiendra sa convivialité, son sens des valeurs et de l'autre, le don de soi, le sens de l'intérêt général et son ouverture à toutes les convictions, origines et appartenances politiques et philosophiques. On retiendra l'homme de parole, fidèle, chaleureux et honnête qui incarnait pleinement des valeurs d'humanisme et de générosité.

Nous exprimons nos condoléances aux membres de sa famille.

La Chambre observe une minute de silence.

16.02 Jan Jambon (N-VA): Tout le monde est égal devant la mort! Je constate aujourd'hui qu'au moins une famille politique et une vice-première ministre n'adhèrent pas à ce principe. Est-ce également le point de vue de l'ensemble du gouvernement? Je trouve cette attitude intolérable. (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA, du Vlaams Belang et du CD&V*)

Le **président**: Le président de la Chambre a fait une communication sur les deux personnes concernées.

17 Demande d'urgence de la part du gouvernement

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi modifiant le Code judiciaire, concernant la compétence du tribunal de première instance (n° 1364/1).

L'urgence est adoptée par assentiment.

18 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

19 Demandes d'urgence

19.01 David Geerts (sp.a): Je demande l'urgence pour la proposition de loi n° 1398.

19.02 Jan Van Esbroeck (N-VA): Je suis aujourd'hui honteux d'être député. Des éloges funèbres comme celui que nous venons d'entendre me semblent superflus.

Nous sommes disposés à appuyer la demande d'urgence pour cette proposition de loi. Le secteur horeca a une série de besoins à très court terme. Nous n'adhérons pas entièrement au contenu de la proposition de loi, mais nous acceptons néanmoins que le débat se tienne prochainement.

19.03 Thierry Giet (PS): Un membre de mon groupe est signataire de ce texte. Je crois savoir que ce texte est destiné à être orienté vers la commission de la Justice.

Si nous votons l'urgence aujourd'hui, cela va transformer totalement les priorités de la commission de la Justice. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne chose.

Ne pourrait-on décider que ce texte soit plutôt orienté vers la commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique? Ce texte pourrait alors trouver un cheminement beaucoup plus rapide dans le respect de l'ordre des travaux de cette commission.

19.04 David Geerts (sp.a): Il s'agit effectivement d'un thème qui touche au droit commercial et économique. Nous demandons l'urgence parce que le 1^{er} juin prochain, le secteur horeca va subir un changement majeur qui aura d'importantes conséquences pour de nombreux petits cafés. Nous craignons un bain de sang social.

19.05 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Notre groupe soutient l'urgence.

19.06 Herman De Croo (Open Vld): Nous devons être pragmatiques et opter pour la méthode qui nous permettra de traiter rapidement cette proposition, sans pour autant ralentir d'autres travaux. Peut-être pourrions-nous porter cette proposition à l'ordre du jour de la commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique.

19.07 Thierry Giet (PS): Je ne suis pas certain de m'être bien fait comprendre. Je ne suis pas opposé à ce que ce texte soit traité rapidement. Mais si nous votons l'urgence et que le texte est transmis à la commission de la Justice, son agenda déjà très chargé sera perturbé. Je propose donc de renvoyer le texte à la commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique, où le traitement sera plus rapide.

19.08 Daniel Bacquelaine (MR): Nous souhaitons aussi un traitement rapide. Nous avons demandé des compensations pour le secteur horeca-café qui va subir de plein fouet l'anticipation de l'interdiction de fumer. Nous souhaitons que cette proposition soit votée rapidement pour pouvoir entrer en vigueur pour le 1^{er} juillet. La commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique peut la traiter et sa présidente, Mme Marghem, sera, je pense, disposée à l'inscrire à son ordre du jour.

19.09 Bruno Tobback (sp.a): Nous ne sommes pas opposés à la discussion de cette proposition de loi au sein de la commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique. Je suggère que nous approuvions immédiatement l'urgence.

19.10 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): La commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique convient pour traiter ce sujet. Néanmoins, votons l'urgence: nous devons réparer un travail mal fait ici et corrigé par la Cour constitutionnelle. Assumons donc nos responsabilités!

19.11 Sarah Smeyers (N-VA): Mon groupe et moi-même, en ma qualité de présidente de la commission de la Justice, approuvons l'urgence, quelle que soit la commission où la proposition de loi sera examinée. Vu l'ordre du jour chargé de la commission de la Justice et la nécessité de traiter la proposition en urgence, je salue la proposition de renvoi en commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique. La présidente de cette commission n'y verra probablement aucun inconvénient.

Le **président**: La proposition est que l'urgence soit adoptée et la proposition renvoyée à la commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique.

Y a-t-il des objections? (*Non*)

Il en sera ainsi.

La demande d'urgence est adoptée par assentiment.

19.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je demande l'urgence pour la proposition de résolution n° 1405 de M. Deleuze et moi-même sur les modalités du test européen de sûreté nucléaire. Les premiers échos à ce sujet ne sont pas encourageants. Les tests risquent de se réduire à une inacceptable version allégée. Les ministres Turtelboom et Magnette devront s'exprimer très prochainement sur les modalités des tests de sûreté et nous estimons dès lors qu'un débat parlementaire à ce sujet est urgent et indispensable.

19.13 Herman De Croo (Open Vld): La question pourrait éventuellement être débattue au sein de la commission de la Sécurité nucléaire. Si le président, M. Schiltz, peut nous communiquer son agenda, peut-être trouverons-nous une solution pragmatique?

19.14 Bruno Tobback (sp.a): Cette suggestion paraît constructive mais elle ne l'est pas. La commission de la Sécurité nucléaire ne peut en effet pas procéder à un vote sur la résolution. Une solution pragmatique consisterait donc à vérifier dans quelle commission la proposition de résolution pourrait être examinée et le cas échéant votée. Mon groupe soutient en tout état de cause la demande d'urgence.

19.15 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je trépigne d'enthousiasme pour pouvoir commencer ces travaux le plus rapidement possible. (*Rires*)

La commission de la Sécurité nucléaire ne peut en effet pas voter sur la proposition, mais peut néanmoins formuler un avis sur lequel d'autres commissions pourront ensuite s'appuyer et voter. Si nous regroupons les thèmes, les députés pourront se concentrer sur leurs domaines respectifs et cela évitera la dispersion. Cette procédure favorisera également un examen rapide de la proposition.

19.16 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Je suis d'accord d'envoyer cette proposition en urgence à une commission qui a le droit de vote et non à un groupe de travail. Je pense dans ce cas à la commission de l'Économie.

Le **président**: Le texte que vous avez sous les yeux propose de renvoyer cette proposition à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique. Si vous demandez l'urgence, la proposition sera envoyée à cette commission, sans exclure la possibilité pour le groupe de travail de remettre un avis dans les meilleurs délais.

Sommes-nous d'accord avec cette proposition? (*Oui*)

Il y a donc urgence et renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et avis du groupe de travail dans les meilleurs délais.

Il en sera donc ainsi.

L'urgence est adoptée par assentiment.

20 Adoption de l'ordre du jour

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 16 h 52. Prochaine séance le jeudi 12 mai 2011 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Yves Leterme, Paul Magnette

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Philippe Blanchart, Tanguy Veys

Gezondheidsredenen: Els Demol, Guy D'Haeseleer, Özlem Özen

Familieaangelegenheden: Meyrem Almaci

Met zending buitenslands: Mathias De Clercq, François-Xavier de Donnea, Patrick Moriau

Verhinderd: Alexandra Colen

Federale regering

Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen: met zending buitenslands

Michel Daerden, minister van Pensioenen en Grote Steden: met zending buitenslands (Budapest)

Vragen**01 Samengevoegde vragen van**

- de heer **Christophe Bastin** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de gevolgen van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0265)

- mevrouw **Ingeborg De Meulemeester** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de terrorismedreiging naar aanleiding van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0266)

01.01 Christophe Bastin (cdH): Osama bin Laden, een van de gevaarlijkste mensen ter wereld, werd onschadelijk gemaakt. We verheugen ons daarover, maar de manier waarop deze operatie werd uitgevoerd, roept vragen op over het doel van die actie, vooral omdat de terroristenleider ongewapend zou zijn geweest. De rol van Pakistan is eveneens omstreden. Hoe heeft Bin Laden daar zo lang onopgemerkt kunnen wonen?

Na de aanslagen van 11 september 2001 werd er een internationale coalitie op de been gebracht om jacht te maken op Bin Laden en de taliban in Afghanistan. België neemt daaraan deel. De ministers van Buitenlandse Zaken en Defensie hebben verklaard dat de dood van Bin Laden niets aan die verbintenis wijzigt. Niettemin heeft de dood van Bin Laden symbolische implicaties, waarover we ons moeten bezinnen.

Heeft u van de Amerikanen meer informatie gekregen over de manier waarop de operatie werd uitgevoerd, met name over de precieze doelstellingen en de *rules of engagement*? Werden er veiligheidsmaatregelen genomen voor onze troepen in Afghanistan? Denkt u dat het veiligheidsrisico nu vergroot is? Zal de NAVO de rol van ISAF en het beleid ten aanzien van Pakistan eerlang samen met de Afghaanse regering herbekijken?

Welke bijzondere maatregelen werden er in ons land genomen om aanslagen te voorkomen? Het OCAD heeft beslist het alarmniveau niet op te trekken. Op grond van welke overwegingen?

01.02 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Op 2 mei 2011 werd Osama bin Laden in Pakistan doodgeschoten door Amerikaanse troepen. Aanvankelijk was er alleen opluchting en euforie, maar al snel waarschuwde Interpol voor een verhoogd terroristisch risico. Bin Laden is dood, maar Al Qaida leeft. Ik hoop dan ook dat het Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD) de komende tijd alert blijft.

De dubieuze houding van zowel de Amerikaanse als de Pakistaanse overheid over hun onderlinge relatie is opvallend. Het is onmogelijk dat de schuilplaats van Bin Laden zo lang geheim is kunnen blijven zonder medeweten van de Pakistaanse regering, het leger of de inlichtingendienst.

Hoe ziet de Belgische regering de toekomstige relaties met Pakistan? Het is bekend dat het land over kernwapens beschikt en hun militaire inlichtingendienst onderhoudt nauwe banden met terreurgroeperingen. Hoe zit het met de veiligheid van onze troepen in Afghanistan? Hoe worden de Belgische soldaten op de hoogte gehouden van een verhoogde dreiging? Worden ze anders uitgerust? Krijgen ze andere taken?

01.03 Eerste minister Yves Leterme (Frans): Onze gedachten gaan in de eerste plaats uit naar de slachtoffers van Bin Laden en hun dierbaren.

Ik heb president Obama namens ons land gefeliciteerd met het welslagen van zijn actie. Het is een grote opluchting voor de internationale gemeenschap dat Bin Laden onschadelijk werd gemaakt. Wij zullen nooit vergeten welke gruweldaden dit sinistere personage pleegde. Het zou inderdaad beter geweest zijn dat er een proces was gekomen, maar het belangrijkste is dat Bin Laden onschadelijk werd gemaakt.

Wat Afghanistan betreft, neem ik nota van de boodschap die de heer Karzai aan de taliban heeft gericht. Hij roept de taliban op om de dialoog te hervatten om definitief vrede en verzoening in het land te brengen. Dat zou heel de wereld ten goede komen.

(Nederlands) Minister De Crem zal straks uitgebreider ingaan op de gebeurtenissen en een inschatting maken van de gevolgen op de veiligheidssituatie van onze troepen.

Het is de bedoeling dat wij in Afghanistan aanwezig zijn tot eind 2011. Het is zeker niet onze bedoeling om daar ten eeuwigden dag militair actief te zijn. Wij willen de Afghanen opnieuw verantwoordelijk maken voor de toekomst van hun land en voor de veiligheid van hun bevolking. Ondertussen moeten wij echter doen wat nodig is om deze doelstelling te bereiken. Laten we hopen dat de dood van Bin Laden deze transitie dichterbij heeft gebracht.

Enkele uren na de bekendmaking van de dood van Bin Laden heb ik, in aanwezigheid van de minister van Binnenlandse Zaken, de eindverantwoordelijke van OCAD bij mij geroepen. OCAD heeft het dreigingsniveau – dat nu op 2 ligt, op een schaal van 4 – niet verhoogd. Concrete indicaties dat ons land een mogelijk doelwit voor een aanslag zou zijn, ontbreken. Uit voorzorg wordt wel bijzondere waakzaamheid gevraagd voor de internationale instellingen op het Belgisch grondgebied en voor het openbaar vervoer.

De dreiging wordt permanent geëvalueerd. Uiteraard is de regering te allen tijde klaar om alle nodige veiligheidsmaatregelen te nemen op basis van het door OCAD vastgestelde dreigingsniveau.

01.04 Christophe Bastin (cdH): Mijn fractie steunt de operatie van de internationale coalitie. De militaire dimensie moet hand in hand gaan met een politieke, economische en sociale dimensie. De veiligheid van onze troepen is van essentieel belang, maar de reflectie over Pakistan is dat ook.

In België moeten we nu het hoofd koel houden, maar ook waakzaam blijven.

01.05 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Het is goed dat de Belgische regering de situatie samen met OCAD nauw opvolgt. Paniek is niet nodig, maar alertheid is wel vereist.

Verder moet men de relaties met Pakistan blijven evalueren. Hopelijk komt er in de nasleep van de dood van

Bin Laden meer duidelijkheid over de rol van dat land.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de algemene vergadering van Dexia van 11 mei 2011" (nr. P0267)

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het bedrag van het bezoldigingspakket van de heer Mariani, de CEO van Dexia, te weten 1,8 miljoen euro, is onfatsoenlijk in het licht van de situatie waarin de financiële sector en Dexia in het bijzonder (verlies van 5,188 miljard euro in 2010; 2.163 ontslagen, enz.) zich bevinden.

Aanstaande woensdag, 11 mei, zal er een algemene vergadering van Dexia worden gehouden. Wat zullen onze afgevaardigden die dag doen? Zullen ze de resolutie die werd ingediend om het bezoldigingspakket van de heer Mariani ter discussie te stellen, steunen?

Dexia kampt ook met andere, structurelere problemen. Overleggen de overheidsaandeelhouders van de bank met elkaar? Welke doelstelling streeft de federale Staat na met betrekking tot de Belgische verankering van Dexia, maar ook tot het ethische beleid van de bank?

02.02 Eerste minister Yves Leterme (Frans): De vergoedingen die aan de directieleden van de nv Dexia werden uitgekeerd voor 2010 stemmen globaal overeen met de bedragen die in 2009 werden uitgekeerd. De beslissing werd telkens unaniem genomen door de raad van bestuur; het variabele deel werd telkens gespreid over verschillende jaren. Voor 2009 werd ingespeeld op de op til zijnde wetgeving. Voor 2010 werd de beslissing conform de Belgische en Europese regelgeving genomen.

De minister van Financiën heeft de resolutie van het Parlement met betrekking tot de variabele vergoedingen aan de nv Dexia bezorgd. Dexia heeft de door de raad van bestuur goedgekeurde beslissing becommentarieerd en gerechtvaardigd.

Op grond van de wet die vorig jaar (16 april 2010) door de Kamer werd aangenomen, zal de algemene vergadering vanaf volgend jaar een afzonderlijk rapport moeten goedkeuren voor de vergoedingen van de directieleden.

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Uit uw antwoord blijkt dat de bestaande wetten niet volstaan! De loonbonus die aan de heer Mariani wordt uitgekeerd, spoort niet met de algemene context van de financiële wereld en met de bijzondere context van Dexia.

Ik maak me zorgen om de toekomst van die bank en om haar Belgische verankering.

Ik vraag u dus te overleggen met uw collega's van de andere bestuursniveaus en ik vraag dat er tijdens de algemene vergadering van woensdag een duidelijk signaal zou worden gegeven. Ik hoop dat die bank ooit een ethische en duurzame bank zal worden, zoals ze zichzelf omschrijft.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Bruno Tobback aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de nucleaire rente" (nr. P0268)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de nucleaire rente" (nr. P0269)
- de heer Jean Marie Dedecker aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de nucleaire rente" (nr. P0270)

03.01 Bruno Tobback (sp.a): Zou de premier het als voetballiefhebber niet onzinnig vinden als twee ploegen voor een beslissende match elk hun eigen scheidsrechter zouden meebrengen? Dat heeft hij zelf nochtans gedaan in de discussie over de nucleaire rente, waar hij twee overheidsinstellingen tegen elkaar heeft uitgespeeld, die dan uiteindelijk mekaar's geloofwaardigheid hebben ondergraven. Hoe denkt hij die geloofwaardigheid van de Nationale Bank en de CREG nog ooit te herstellen?

De hele discussie heeft ook uitgewezen dat het niet zozeer gaat over cijfers, maar over een keuze tussen een belastingheffing om de staatskas te spekken enerzijds of anderzijds een herinvestering van die nucleaire winst in het publieke belang, door bijvoorbeeld te investeren in nieuwe schone technologieën. In de commissie waren we het er gisteren over eens dat deze discussie bepalend moet zijn voor het bedrag en de manier van inning. Zal de regering toestaan dat het Parlement dat debat voert in de komende weken en ook beslist over de keuze voor de lange termijn?

03.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De wonderen zijn de wereld nog niet uit, want ik heb dezelfde verzuchting als de heer Tobback, zij het dan in een minder polemische context. Ik ben blij dat het Parlement alle ruimte krijgt om te debatteren over de nucleaire rente. Zal de premier dit ook blijven toestaan? En zal de regering elke bijkomende rente aanwenden om haar begroting op te smukken of zal ze die rente besteden aan bijvoorbeeld financieringsmechanismen om in offshore energiewinning te investeren? Op die manier zouden we de factuur van de eindgebruikers eindelijk eens wat draaglijker kunnen maken.

03.03 Jean Marie Dedecker (LDD): De jongste dagen was hier in het Parlement een beschamend schouwspel te zien tussen de CREG en de Nationale Bank. Wat begon met een spelletje *Hoger, Lager*, eindigde in een moddergevecht. De CREG, die wordt betaald om toezicht te houden op ons energiebeleid, komt in een studie uit op een bedrag van ongeveer 2 miljard aan nucleaire rente. Maar omdat het de premier moeilijk valt om Electrabel daarmee te confronteren, verkiest hij zich in te dekken via de Nationale Bank, waarvan de gouverneur, de heer Luc Coene, destijds in opdracht van paars Electrabel heeft verkwanseld aan de Fransen. Door beide instellingen van publiek belang tegen elkaar op te zetten heeft premier Leterme de geloofwaardigheid van beide sterk aangetast. Hoe wil hij dat lijmen?

Tussen de CREG en de Nationale Bank gaapt een kloof van 1 miljard euro. Hoe zal de premier daarmee omgaan? Er schuilt ook een communautair addertje onder het gras, met de MR en de PS die de kant kiezen van Electrabel en de Nationale Bank, en de Vlamingen die achter de CREG staan. Welk bedrag zal of mag de premier nu innen bij Electrabel? Zal hij daarmee het gat in de begroting dichtrijden of zal hij dat geld gebruiken voor iets anders?

03.04 Eerste minister Yves Leterme (*Nederlands*): De bedoeling van al deze werkzaamheden rond de heffing van een belasting op de nucleaire rente is natuurlijk om een billijk en rechtvaardig deel van de nucleaire winsten te laten innen door de Schatkist voor het verbeteren van de competitiviteit en het verlichten van de energiefactuur. Dit is immers energie die wordt opgewekt in boekhoudkundig afgeschreven kerncentrales. Deze regering is de eerste die daar ook daadwerkelijk in slaagt.

Op 27 april 2011 heeft het kernkabinet unaniem drie beslissingen genomen. Ten eerste vragen wij aan specialisten om de technische discussie over de cijfers en over het toekomstige mechanisme voor te bereiden.

Ten tweede vragen wij om een aantal heffingsmechanismen te simuleren voor de jaren 2008, 2009 en 2010 – de cijfers waarop de CREG en de Nationale Bank zich nu baseren, zijn immers die van 2007. Trouwens, de gegevens die wij gisteren hebben gekregen over 2008, 2009 en 2010, tonen dat we stilaan in de buurt komen van een gemeenschappelijke inschatting.

Ten derde zullen wij het Parlement alle ruimte geven om het debat te voeren: hoe kunnen we op de meest billijke manier winsten laten terugvloeien naar de Schatkist en dus de belastingbetaler/eindgebruiker? Als het Parlement zijn werkzaamheden heeft beëindigd, zullen wij in de regering een beslissing nemen.

03.05 Bruno Tobback (sp.a): Welke vraag ik ook stel, ik krijg steeds hetzelfde antwoord van de premier. Bovendien is het antwoord naast de kwestie. Ik heb immers nooit betwist dat ik de heffing van 250 miljoen euro een eerste en verstandige stap vind. Maar uit alle latere studies bleek dat dit bedrag van 250 miljoen billijk noch rechtvaardig is.

Uit de discussie is gebleken dat het niet over de centen gaat of over een heffing die in de begroting kan worden ingeschreven. Nee, het gaat over de manier waarop de nucleaire rente zal worden geheven. Dat zal de structuur van de elektriciteitsmarkt bepalen. Staan we toe dat een privébedrijf een commercieel beleid voert op basis van kapitaalgoederen die het cadeau heeft gekregen van de Belgische consument? Met die

povere heffing van 250 miljoen, met de inschakeling van de Nationale Bank laat de regering dat toe. De discussie in het Parlement moet gaan over hoe we die middelen terug bij de consument kunnen brengen. Daarover heb ik van deze regering nog geen antwoord gekregen.

03.06 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik stel vast dat het Parlement het debat over de nucleaire rente zal kunnen voeren. Ik reken erop dat de regering het Parlement zal volgen, zoals dat past in tijden van lopende zaken.

De heer Tobback mag ik binnenkort misschien verwelkomen op onze banken. Hij volgt het liberale discours dat de kostenstructuur van een monopolistisch bedrijf moet worden teruggebracht tot het niveau van een concurrent, zodat er eindelijk een echte geliberaliseerde markt ontstaat.

Bezorgd ben ik wel over de zin "dat specialisten de cijfers zullen voorbereiden". Wij hebben toch al zeer veel gediscussieerd over cijfers. De parlementsleden weten nu stilaan waar de beslissing moet worden genomen. De premier heeft vertrouwen in het Parlement, wij zullen hem ons berekeningsmodel voorleggen. Zijn specialisten kunnen dan de cijfers invullen. Er is geen tijd om te talmen. Na deze stap moet de volgende worden gezet.

03.07 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik heb gevraagd hoeveel de taks op de nucleaire rente zou bedragen en wat er met die taks zou gebeuren. Ik heb echter geen antwoorden gekregen.

De besluiten van twee overheidsinstellingen over de nucleaire rente staan volledig tegenover elkaar. De regering heeft ervoor gezorgd dat deze instellingen in opspraak zijn geraakt. Wat zal de premier doen opdat zij hun geloofwaardigheid terugkrijgen?

Wat ik de jongste dagen wel heb geleerd, is dat deze regering geen enkel en zeker geen toekomstgericht energiebeleid voert. De regering doet niets aan de monopolievorming. Er zal enkel een nieuwe belasting worden geheven op de inkomsten van Electrabel, al durft de premier nog steeds niet te zeggen hoeveel die zal bedragen. Wat een beschamend antwoord.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Gerolf Annemans aan de minister van Justitie over "het profiel van de door de Staatsveiligheid gevolgde onderdanen" (nr. P0273)
- de heer Patrick Dewael aan de minister van Justitie over "het profiel van de door de Staatsveiligheid gevolgde onderdanen" (nr. P0274)

04.01 Gerolf Annemans (VB): Zonder veel gêne en met de nodige zelfoverschatting achtte de heer Winants van de Staatsveiligheid het nuttig om de resultaten openbaar te maken van de BIM-wet – de wet op de bijzondere inlichtingenmethodes – waardoor hij in ware CIA-stijl huizen mag binnenvallen en bankafschriften en telefoonconnecties mag bekijken. Bij de totstandkoming van die wet rezen al de nodige vragen over de privacybescherming. Bovendien moest het woord 'nationalisme' wel in de wet blijven staan, maar mocht 'islamterrorisme' er niet in.

Wat de heer Winants niet vertelt, is wie er geïnviseerd werd bij die 417 operaties. Het Comité I geeft daarover niet veel geruststelling. De begeleidingscommissie van dat comité is onderhand meer een onderonsje geworden van N-VA en PS en is allerm minst een democratisch orgaan dat een parlementaire controle uitoefent op de bezigheden van de Staatsveiligheid.

Aan de premier vraag ik dus wie er gecontroleerd werd door de Staatsveiligheid. Kan hij bevestigen dat het zeker niet mag gaan om het politiek controleren van burgers en hun vrije mening?

04.02 Patrick Dewael (Open Vld): Mijn vraag is niet ingegeven door paranoia, zoals die van de heer Annemans. Dankzij de BIM-wet kunnen de Staatsveiligheid en onze inlichtingendiensten met gelijke wapens opereren. Andere landen hadden vroeger nogal wat kritiek op het gebrek aan wettelijke basis voor onze acties, dat probleem is nu van de baan.

Dat er op korte tijd meer dan 400 operaties plaatsvonden, wijst erop dat er een wachtlijst was en dat men meteen in actie is geschoten zodra de wet er was. Dat doet vragen rijzen over de botsing van het recht op veiligheid en het recht op privacy.

Hoewel ik er tegenstander van ben om ook de bestuurlijke politie deze methodes te laten gebruiken, moeten de inlichtingendiensten belangrijke informatie kunnen doorgeven aan de bestuurlijke autoriteiten, misschien via het crisiscentrum. Wat denkt de minister daarvan? Volgens mij kan dat zonder wetsaanpassing.

Van het begeleidingscomité in de Senaat dat moet instaan voor de democratische controle a posteriori, maken slechts vier fracties deel uit. Dat is een democratisch deficit. Vindt de minister ook niet dat alle partijen daarin moeten zetelen? Ik overweeg een wettelijk initiatief op dit vlak.

04.03 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De BIM-wet is heel belangrijk. Als laatste in Europa beschikken nu ook onze veiligheidsdiensten over een aantal mogelijkheden om informatie te verzamelen. De wet is sinds september 2010 operationeel.

Ik heb geen probleem met de communicatie van de heer Winants. Het moet geen geheim blijven dat de wet ook wordt toegepast.

Ik ben bereid om na te gaan of bepaalde informatie van de Staatsveiligheid op een betere manier kan doorstromen.

De toepassing van de wet wordt zeer uitgebreid gecontroleerd. Een controlecommissie van vier magistraten verzorgt de interne, bestuurlijke controle en het Comité I van de Senaat staat in voor de parlementaire controle. De heer Dewael had in de vorige regeerperiode minder problemen met de samenstelling van de commissie, maar het klopt dat er een beperkte samenstelling is. De commissie moet voldoende representatief zijn, maar dat is een verantwoordelijkheid van de Senaat.

De wet functioneert goed en is essentieel in de strijd tegen het terrorisme. Het is niet de bedoeling van deze wet om het Vlaams Belang te controleren.

04.04 **Gerolf Annemans** (VB): Ik neem aan dat de minister de waarheid spreekt als hij zegt dat de wet niet bedoeld is om het Vlaams Belang te controleren. Het controlecomité in de Senaat is echter precies klein gehouden om het Vlaams Belang erbuiten te houden. Ik kan de heer Winants niet vertrouwen, maar vooralsnog zal ik de minister wel vertrouwen.

Het terrorisme moet inderdaad op een grondige wijze worden bestreden met alle mogelijke en moderne middelen. Wij hebben de wet bestreden omdat erin staat dat ook nationalistische organisaties gecontroleerd kunnen worden, zonder dat het duidelijk is dat het niet gaat om democratisch vertegenwoordigde politieke partijen. Als dat niet de bedoeling is, doet ons dat genoeg.

04.05 **Patrick Dewael** (Open Vld): Wat is natuurlijk nog het belang van controle op het Vlaams Belang?

Veel burgemeesters werden geconfronteerd met manifestaties op hun grondgebied waarop ze niet konden anticiperen, omdat de locaties werden afgehuurd met een andere doelstelling dan de werkelijke. Als de Staatsveiligheid over informatie zou beschikken die van belang is voor bestuurlijke autoriteiten, dan zouden we een systeem moeten hebben waarbij door bemiddeling van het Crisiscentrum van Binnenlandse Zaken dit onmiddellijk aan burgemeesters kan worden meegedeeld. Voor het overige ben ik positief over de toepassing van deze wet, maar misschien kan ze nog verbeterd worden.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Laurent Louis aan de minister van Justitie over "het vervolgingsbeleid inzake dierenmishandeling" (nr. P0275)**

05.01 **Laurent Louis** (onafh.): De jongste weken werden er bijzonder ernstige feiten van dierenmishandeling vastgesteld in Ogy, Aat en Pont-à-Lesse. Het aantal klachten wegens overtredingen van de wetgeving met betrekking tot het dierenwelzijn is de afgelopen vijf jaar verdrievoudigd. Het aantal in

beslag genomen dieren ligt zeventien keer hoger. Minister Onkelinx verheugt zich over dat cijfer, waaruit blijkt hoe efficiënt haar diensten zijn. Ik verwacht echter strengere straffen.

Bent u bereid een nultolerantiebeleid in te voeren inzake dierenmishandeling?

Bent u bereid de gerechtelijke diensten te sensibiliseren voor dat probleem?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Ik ben allerminst van plan ter zake een nultolerantiebeleid in te voeren. Er kunnen echter initiatieven worden genomen: zo kan dierenmishandeling bijvoorbeeld opgenomen worden in het nationaal veiligheidsplan.

Dergelijke feiten worden anders wel degelijk vervolgd door de parketten. De jongste vijf jaar werden er in dat verband meer dan 10.000 gerechtelijke onderzoeken ingesteld. Er zijn 1.050 dagvaardingen geweest voor de onderscheiden correctionele rechtbanken, en er werden 861 personen veroordeeld.

In onze samenleving zijn er echter wel andere prioriteiten.

05.03 **Laurent Louis** (onafh.): Het laatste gedeelte van uw antwoord stelt me teleur. In 9.200 van de in totaal 10.000 hangende dossiers worden de boosdoeners niet gestraft. Al wie elke dag opnieuw opkomt voor de dierenrechten, heeft het recht gehoord te worden.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de stilstand bij Justitie en meer bepaald de malaise bij de magistratuur" (nr. P0276)**

06.01 **Renaat Landuyt** (sp.a): Er zijn magistraten die vroegtijdig opstappen, en het zijn niet de slechtste. Zij geven het op, omdat het personeelskader niet wordt ingevuld. De minister heeft beslist om alle benoemingen zeer traag uit te voeren om zo te besparen. Dat leidt tot meer gerechtelijke achterstand en malaise binnen het gerechtelijk systeem.

Hoe lang zal de minister nog wachten om open vacatures in te vullen?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Sinds jaren moeten wij binnen Justitie 0,7 procent of 30 miljoen euro per jaar besparen. Het aantal justitieassistenten wordt niet verminderd. De penitentiair beampten worden wel tijdig vervangen. Er moeten keuzes gemaakt worden. Ik heb beslist om de kaderfuncties bij de magistratuur niet te verminderen, maar om de benoemingen met ongeveer twee maanden vertraging uit te voeren, waardoor ongeveer 5 miljoen euro bespaard wordt.

Er zijn ook andere elementen die benoemingen vertragen. In kleine arrondissementen of voor bijzondere opdrachten kunnen magistraten tijdelijk gedelegeerd worden naar andere functies. Een behoorlijk management moet het probleem van niet-ingevulde plaatsen perfect kunnen opvangen.

06.03 **Renaat Landuyt** (sp.a): De nonchalance van de minister is ergerlijk. Zijn manier van 'solidair besparen' haalt heel Justitie onderuit. Terwijl benoemingen maanden- en zelfs jarenlang worden uitgesteld, organiseert hij wel dure wedstrijden voor het Brusselse Justitiepaleis. Ondertussen valt de werking van Justitie stil.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Daniel Bacquelaine aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het standpunt van de codirecteur van het Centrum voor gelijkheid van Kansen over de goedkeuring van de wet tot instelling van een verbod op het dragen van kleding die het gezicht volledig dan wel grotendeels verbergt" (nr. P0271)**

07.01 **Daniel Bacquelaine** (MR): Vorige week hebben we de wet tot instelling van een verbod op het dragen van de boerka bijna eenparig aangenomen. Ik viel dan ook bijna van mijn stoel toen ik in de kranten van zaterdag het standpunt van de directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen las, die de houding van

het Parlement als 'voortvarend en ongerechtvaardigd' afdeed.

Hij beweert dat er over deze kwestie geen debat werd gevoerd. Het woord 'ongerechtvaardigd' is schandalig. Uiteraard staat het iedereen vrij om kritiek te uiten, maar men mag niet aan de feiten voorbijgaan.

De directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen heeft het voorstel duidelijk niet gelezen, want hij weet blijkbaar niet dat het veiligheidsaspect slechts een van de argumenten is die in de tekst worden aangehaald, en zeker niet het belangrijkste.

Volgens artikel 2 van de wet tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen moet het centrum samenwerken met de instituten, met name het Parlement. Hier gaat het veeleer om beledigingen.

In *Le Soir* van vandaag volhardt hij in de boosheid. In strijd met de onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarop het centrum moet kunnen bogen, citeert hij letterlijk drie politieke partijen, die in het komende debat in de Senaat moeten reageren. Waarom precies die drie partijen? Welke houding zal u ter zake aannemen?

07.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Ik heb de uitspraken van de heer Delruelle vol verbazing gelezen. Ik heb hem daarover om uitleg gevraagd en hij heeft mij geantwoord dat hij op persoonlijke titel had gesproken.

Het Centrum moet de in 1993 door de VN goedgekeurde beginselen van Parijs naleven. Daarin staat dat dergelijke instellingen, ook als het gaat om openbare diensten, hun mening op een onafhankelijke manier moeten kunnen uiten alsook met de media contacten moeten kunnen onderhouden.

Men kan niet tegelijkertijd op persoonlijke titel en als directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen spreken. Als het Centrum een standpunt inneemt, moet het worden vertolkt door de raad van bestuur, wat niet gebeurd is. De vraag die u stelt, is een vraag die de leden van de raad van bestuur zich zullen moeten stellen, teneinde uit te maken hoe zij hun bevoegdheden delegeren ten aanzien van de directeur wat betreft het innemen van een standpunt over een politiek onderwerp waarover de raad van bestuur zich niet heeft uitgesproken.

07.03 **Daniel Bacquelaine** (MR): Indien de directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen die functie niet had bekleed, was dat geen voorpaginanieuws voor *Le Soir*. Hij maakt duidelijk misbruik van zijn positie. Dit is een beroepsfout.

Wanneer hij zegt dat wij die wet louter omwille van de veiligheid bijna unaniem hebben aangenomen, dan is dat bezijden de waarheid.

Ik betreur deze polemiek. Deze zelfgenoegzaamheid en arrogantie waarmee men het Parlement bejegt lijkt mij onverenigbaar met de uitoefening van een dergelijke functie. Hij moet tot de orde worden geroepen!

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer David Clarinval aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de sancties tegen de sectoren die hun verplichtingen inzake beroepsopleiding niet naleven" (nr. P0272)**

08.01 **David Clarinval** (MR): Enkele weken geleden hebt u een zeventigtal beroepssectoren beboet omdat ze hun verplichtingen inzake beroepsopleiding niet zouden zijn nagekomen. Die sanctie is onrechtvaardig, willekeurig en eenzijdig.

Volgens de verantwoordelijken van UNIZO hebt u de neiging alleen het oor te neigen naar de vakbonden, en te weinig naar de werkgevers. Ik heb uit de pers van de UCM vernomen dat u de brieven van de sectoren niet zou hebben beantwoord.

U pareert de kritiek van UNIZO, en zegt dat u zich als Franstalige vrouw aangevallen voelt. Ik ken nochtans Franstalige vrouwelijke ministers die goed aangeschreven staan bij UNIZO.

Zult u van uw besluit terugkomen? Zult u de dialoog met de werkgeversorganisaties van de beide landsdelen

hervatten?

08.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): U bent nieuw in het Parlement. Ik vind dat elk parlamentslid op zijn minst de wetgeving moet kennen. Men kan een minister niet vragen de wet niet in acht te nemen en dat is nu precies wat u doet.

Over die opleiding werd een overeenkomst gesloten tussen de sociale partners, die unaniem werd goedgekeurd door werkgevers en werknemers. Het gaat hier om een van de grondslagen van het generatiepact. Dat pact kreeg met de wet van 23 december 2005 ook een wettelijke grondslag. Ik heb dus *sensu stricto* niet enkel een akkoord tussen de sociale partners toegepast, maar ook de wet.

Ik baseer me niet alleen op cijfers waarbij de sociale partners betrokken werden, maar ook op een lijst – waaraan ik geen enkele verandering heb aangebracht – van de Nationale Arbeidsraad waarin ook de werkgeversvertegenwoordigers zitting hebben, om een wet en een koninklijk besluit toe te passen. Beide stoelen op een historisch akkoord tussen de sociale partners.

Het zal aan een volgende regering zijn om te beslissen of het hier om sectorale verplichtingen gaat en om uit te maken of het om een collectieve verantwoordelijkheid gaat dan wel om een verantwoordelijkheid per bedrijf. *Hic et nunc* kan ik echter alleen de wet toepassen!

08.03 **David Clarinval** (MR): Er is de wet, maar er is ook de geest van de wet. Wanneer de vakbonden besprekingen willen, treedt u met hen in discussie voor u ze een sanctie oplegt. Nu het om de werkgevers gaat, is er geen bespreking, maar legt u meteen een sanctie op! Ik verwijt u dat u niet naar de werkgevers heeft geluisterd. De cijfers zijn omstreden: u houdt geen rekening met de crisis van 2009. Ik vraag dat u de werkgevers zou ontmoeten.

08.04 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Hoewel ik u heb uitgelegd hoe de vork in de steel zit, blijft u vragen dat ik de wet met voeten treed. Ik kan dat alleen maar betreuren. Ik ontmoet de werkgevers net zo vaak als de vakbonden. Dat kunnen ze u zelf vertellen!

08.05 **David Clarinval** (MR): De werkgevers hebben geen antwoord gekregen op hun brief!

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Annick Ponthier** aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0277)
- de heer **Gerald Kindermans** aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0278)
- de heer **Christophe Bastin** aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0279)
- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0280)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de dood van Osama bin Laden" (nr. P0282)

09.01 **Annick Ponthier** (VB): De dood van Osama bin Laden heeft tot euforie en tot opluchting geleid. De leider van Al Qaida werd omgebracht door Amerikaanse elitetroepen in zijn woonst in Pakistan.

De wereld is daarom niet veiliger geworden en het moslimextremisme eindigt er niet mee. Wereldwijd roepen Al Qaida-aanhangers op tot wraakacties en in ons land wordt het huidige dreigingsniveau gehandhaafd. Onze militairen in het buitenland, vooral Afghanistan, kunnen ook een doelwit voor wraakacties worden.

Hoe hoog schat de minister de terreurdreiging in? Hoe zal Defensie reageren op oproepen tot wraakacties tegen de VS en de hele Westerse wereld? Zal de minister maatregelen nemen om onze militairen in Afghanistan beter te beschermen?

Wat betekent de dood van Bin Laden voor onze deelname aan de oorlog in Afghanistan?

Kan de minister ons iets vertellen over de inhoud van het recente gesprek met ambassadeur Gutman?

Klopt het dat de minister vooraf niets wist over de Amerikaanse aanval op de woning van Bin Laden? Had hij dat niet beter wel geweten?

09.02 Gerald Kindermans (CD&V): Na vele jaren is Osama bin Laden uitgeschakeld. We moeten ons afvragen wat de impact is van zijn dood op de NAVO-operatie in Afghanistan en op de inspanningen om het land te stabiliseren. Voor ons is het belangrijk dat het spoor dat naar Bin Laden heeft geleid, niet gecreëerd is via onorthodoxe ondervragingstechnieken. De rechten van verdachten moeten altijd gehandhaafd blijven.

Osama bin Laden was niet meer de mythische figuur van na de aanslagen van 11 september en zijn organisatie was al grotendeels ontmanteld. Dat betekent echter niet dat de terreurdreiging voorbij is.

Kan de minister van Defensie bevestigen of ontkennen dat de dood van Osama bin Laden op korte termijn aanleiding kan geven tot wraakacties? Zijn er extra risico's voor de ngo's en de internationale organisaties die in Afghanistan werken? Wat is de impact op de gesprekken met de taliban in Afghanistan? Wat zijn de gevolgen voor de delicate relatie tussen Amerika en Pakistan? Wat is volgens de minister het economische en politieke effect van de actie op de bredere regio? Hoe kan ze ertoe bijdragen om de regio verder te stabiliseren?

09.03 Christophe Bastin (cdH): Met de dood van Bin Laden komt er geen einde aan het conflict in Afghanistan, maar de symbolische waarde ervan kan wel gevolgen hebben. Werden er veiligheidsmaatregelen genomen voor onze troepen naar aanleiding van de dood van Bin Laden? Is er volgens u een verhoogd veiligheidsrisico? Zal dit gevolgen hebben voor de NAVO-missie in Afghanistan?

09.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De internationale gemeenschap is al actief in Afghanistan sinds 2001. Er zitten 140.000 militairen en we hebben miljarden dollars in de oorlog geïnvesteerd. Vorig jaar was het bloedigste jaar met 2.800 burgerdoden.

De hamvraag is wat we nu eigenlijk al bereikt hebben in Afghanistan. De dood van Osama bin Laden is onze kans om voor een andere strategie te kiezen. Talloze experts zeggen dat we er met militaire actie alleen nooit zullen komen, maar dat we moeten streven naar een politiek akkoord met Pakistan en met de taliban. Alleen dan zullen we onze troepen kunnen terugtrekken.

Is de Belgische regering bereid om mee aan de kar van de koerswijziging te trekken of wil zij halsstarrig blijven vasthouden aan een militaire oplossing, die heel duur is en die niet kan werken?

Welke maatregelen heeft de minister genomen om de veiligheid van onze troepen in Afghanistan te verhogen?

De **voorzitter**: Aangezien de heer Blanchart afwezig is, wordt zijn vraag ingetrokken.

09.05 Dirk Van der Maelen (sp.a): In 2001 zijn de VS een oorlog tegen Afghanistan begonnen. Die oorlog had een dubbel doel: Afghanistan mocht niet langer een *safe haven* zijn voor Al Qaida en Bin Laden moest worden uitgeschakeld. Die twee doelstellingen zijn bereikt en het is tijd om die oorlog te stoppen. We kunnen de strijd tegen terroristische organisaties nu voortzetten in de landen waar Al Qaida naar uitgezwemd is: Pakistan, heel Noord-Afrika, Jemen en Somalië.

Zal de minister in de gesprekken die hij in de nabije toekomst met collega's zal voeren, pleiten voor een stopzetting van de oorlog en voor een onderhandelde oplossing binnen en buiten Afghanistan?

09.06 Minister Pieter De Crem (Frans): In Afghanistan heeft ISAF (International Security Assistance Force) na de dood van Osama bin Laden het alarm- en dreigingsniveau in bepaalde regio's van het land opgetrokken. In andere sectoren is het alarm- en dreigingsniveau niet veranderd.

De dood van Bin Laden wijzigt niets aan de NAVO-inzet, noch aan de Belgische militaire deelname in

Afghanistan.

(*Nederlands*) Voor de NAVO blijft het terrorisme een directe bedreiging voor de internationale veiligheid en stabiliteit. De geallieerden en hun partners moeten de operatie in Afghanistan voortzetten zoals gepland. Dit moet de slagkracht van de Afghaanse veiligheidstroepen verder helpen opbouwen en moet voorkomen dat het land weer een schuilplaats wordt voor terroristen. Mevrouw Clinton heeft in dit verband gezegd dat noch Al Qaida, noch de taliban verslagen zijn.

De dood van Osama bin Laden heeft geen directe weerslag op de opdrachten van onze militairen maar wel op de grote waakzaamheid voor een eventuele vergeldingsactie. De taliban verzetten zich gewapend tegen de ISAF-troepen. Zij hebben zich al enige tijd van Al Qaida en de bijhorende ideologie gedistantieerd. Zij richten zich als groepering enkel op de herovering van de macht in Afghanistan. Zij zullen hun strijd tegen de buitenlandse aanwezigheid in Afghanistan dus voortzetten met verschillende types aanslagen, zoals bembommen, vuurgevechten en zelfmoordacties. Hoewel nieuwe aanslagen als wraakacties voor het overlijden van Osama bin Laden zouden kunnen worden gepresenteerd, betekent dat niet dat de aanslagen wraakacties zijn of dat ze in andere omstandigheden niet zouden worden gepleegd.

Wij blijven ons inschrijven in de beslissing van de NAVO-top in Lissabon, die een Afghanisering van de veiligheidstaken vanaf 2014 vooropstelt.

Voor de impact van de dood van Osama bin Laden op de huidige Arabische Lente verwijs ik naar de uiteenzettingen van de minister van Buitenlandse Zaken.

Ik breng nogmaals hulde aan de meer dan 10.000 militairen die zich sinds het begin van onze aanwezigheid in Afghanistan hebben ingezet. Zij hebben ginds bijzonder nuttig werk verricht.

09.07 Annick Ponthier (VB): Wij steunen het werk van onze troepen in het buitenland, zeker in Afghanistan. Zij verdienen dan ook alle mogelijke bescherming en beveiliging.

Er zullen geen bijkomende maatregelen worden getroffen omdat het geldende veiligheidsniveau blijkbaar reeds van erg hoge kwaliteit is. Wij kunnen zulks alleen maar toejuichen.

Wij blijven extreme waakzaamheid vragen voor de terreurdreiging. De Pakistaanse taliban zullen zeker niet aarzelen om de daad bij het woord te voegen. Wellicht is in deze situatie een opgedreven samenwerking tussen de geallieerde legers uiterst noodzakelijk.

09.08 Gerald Kindermans (CD&V): Inzake Afghanistan moet België zich blijven inschrijven in de strategie van de NAVO-bondgenoten en de internationale gemeenschap. Afghanistan blijft belangrijk voor onze veiligheid en vanuit humanitaire overwegingen. Een falend Afghanistan betekent een bedreiging voor de stabiliteit van zijn directe buurlanden en voor de veiligheid van Europa. De internationale gemeenschap heeft tevens de plicht om de Afghanen na jaren van burgeroorlog, religieus fanatisme en buitenlandse interventies een menswaardige en betere toekomst te brengen.

09.09 Christophe Bastin (cdH): De *rules of engagement* moeten duidelijk zijn. Op die voorwaarde steunt mijn fractie de operatie van de internationale coalitie.

De veiligheid van onze troepen is essentieel.

09.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): We moeten Afghanistan niet halsoverkop in de steek laten, maar we zijn het wel aan onszelf verplicht om een succesvolle strategie uit te tekenen. De VN-chef in Afghanistan en experts pleiten voor een politiek akkoord, maar minister De Crem denkt duidelijk niet na over onze strategie. Op deze manier laat hij een momentum passeren.

De militaire inzet van ons land in Afghanistan kost dit jaar 105 miljoen euro. Als wij onze strategie met de internationale gemeenschap niet aanpassen, dan is dat weggegooid geld. Een puur militaire oplossing kan immers nooit worden bereikt.

09.11 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het antwoord van de minister van Defensie is ontgoochelend, maar ik

had niets anders verwacht. Wij doen voort volgens een strategie die nu al tien jaar na elkaar bewezen heeft dat zij geldverslindend is en geen oplossing brengt.

De minister heeft voor het eerst gezegd dat de taliban de banden hebben doorgeknipt met Al Qaida. Niets van Al Qaida houdt nog verband met Afghanistan. Toch bepleit de minister de voortzetting van een geldverslindende oorlog. Zelfs de Britse premier Cameron, de trouwste bondgenoot van de VS, pleit voor het herbekijken van de aanpak in Afghanistan. De minister klopt opnieuw iedereen in slaafse volgzzaamheid van een foute NAVO-strategie.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de budgettaire situatie van het Belgische leger en de mogelijke oplossing" (nr. P0283)

10.01 Bert Maertens (N-VA): Defensie zit budgettair op zijn tandvlees. Met ongeveer 1,19 procent haalt België in de verste verte de NAVO-norm niet die voorschrijft dat een land 2 procent van het bbp moet spenderen aan Defensie. De investeringsmiddelen dalen verder, tot nog amper 10 procent van het totale defensiebudget. Voor een modern en goed uitgerust leger zou dat zeker 25 procent moeten zijn.

Hierdoor dreigt een aantal aankopen te moeten worden uitgesteld. Op termijn dreigt ook de training met goed materiaal van onze militairen in het gedrang te komen. De minister heeft in de commissie gezegd dat het geld op is.

Als we internationaal het ambitieniveau van ons leger en onze activiteitsgraad in operaties willen handhaven, is een doorgedreven internationale krachtenbundeling de enige oplossing. De grootmachten in Europa staan niet te springen voor een Europees leger, onze doelstelling op lange termijn.

Daarom moeten wij vandaag kiezen voor een eengemaakt Benelux-leger. Het kan voor grote schaalvoordelen en meer efficiëntie zorgen en maakt ook meer specialisatie mogelijk. Het klimaat voor een Benelux-leger is nog nooit zo goed geweest. De minister streeft naar een gezamenlijk visiedocument tegen september.

Kan de minister meer uitleg geven over de gesprekken van de afgelopen weken? Wat is de positie van België in dat debat? Wat is de positie van Nederland en Luxemburg? Welke gesprekken zijn er nog gepland? Wanneer en hoe zal de minister het Parlement betrekken bij de totstandkoming van die gezamenlijke visienota?

10.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Tijdens de jaren 90 werden de begrotingsnormen heel sterk gestuurd door de Europese convergentiecriteria. Saneren was toen het ordewoord, in de eerste plaats voor het departement Defensie. Het was tevens de tijd dat er gesproken werd over vredesdividenden. Onder paars is men blijven saneren. Sinds eind 2007 werd de sanering ook gekoppeld aan het transformatieplan van Defensie. Dit zette het departement weer versterkt op de kaart.

Ik heb een departement geërfd met een zware schuldenlast. Hiervan heb ik in deze regeerperiode 1,1 miljard euro afbetaald. Dat is ongeveer een derde van de jaarlijkse begroting van Defensie.

De laatste NAVO-publicatie over defensie-inspanningen dateert van 10 maart 2011. België besteedt 1,1 procent van zijn bbp aan Defensie. Dat is een inspanning van hetzelfde niveau als Spanje en Hongarije. Italië, Letland, Litouwen en Luxemburg besteden minder. Het gemiddelde voor de Europese NAVO-landen bedraagt 1,7 procent. Als ik zie welke impact de aangekondigde besparingen en de lineaire budgettaire operaties zullen hebben voor de defensiebudgetten in andere landen, meen ik dat het er voor de positionering van het Belgische budget van Defensie nog niet zo slecht uitziet.

Gisteren hebben we in de commissie voor de Landsverdediging de begroting aangenomen. De kredieten laten toe dat het departement inzake personeel, werking en investeringen alle verplichtingen nakomt. Eind 2007-2008 ging meer dan 66 procent van alle werkingsmiddelen nog naar het personeel. Bij ongewijzigd beleid zou dit zelfs meer dan 70 procent zijn geworden, wat onhoudbaar is. Vandaar ook de reductie tot 34.000 personeelsleden, waardoor de kerntaken opnieuw centraal staan.

Er komt ook een werkgroep Beleidscoördinatie om alle zaken met betrekking tot Defensie op te volgen. De norm van 2 procent van het bruto binnenlands product voor de Belgische defensie-inspanning zou een verdubbeling inhouden van het budget of een concrete verhoging met drie miljard euro. Dat is dus totaal onhaalbaar.

Ik ben blij dat N-VA toch nog gelooft in Defensie en misschien is dat ook een teken van waardering voor de manier waarop het wordt geleid. We zullen moeten verder werken met de huidige middelen, maar ik neem de suggestie van de heer Maertens inzake de internationale samenwerking mee. Daar draait het ook om in de top van Gent: gezamenlijke aankopen door landen met bij voorkeur eenzelfde achtergrond.

Ik zal mijn nota zo snel mogelijk voorleggen aan het Parlement.

10.03 Bert Maertens (N-VA): De minister zegt zelf terecht dat we bij de slechtere leerlingen van de klas horen. Inzake besparingen rangschikt hij zich echter bij de beste. Ere wie ere toekomt. De bodem is evenwel bereikt en een budgetverhoging is niet realistisch. We kunnen enkel een goed uitgerust, operationeel leger handhaven door die doorgedreven internationale krachtenbundeling. Ik ben dan ook zeer benieuwd naar het resultaat van de gesprekken van de minister met zijn Nederlandse en Luxemburgse collega's. Ik ben ook blij dat hij zijn nota in voorbereiding wil bespreken in het Parlement.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Jef Van den Bergh aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "SABAM als hoofdsponsor van Marktrock" (nr. P0284)

11.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Ik heb geen enkel probleem met het festival Marktrock, integendeel zelfs, maar vorige week las ik dat SABAM, de beroepsorganisatie die de auteursrechten int in ons land en ze verdeelt onder de artiesten, een hoofdsponsor wordt van dat evenement. Ondertussen organiseren allerlei organisaties activiteiten – klasfuiven, schoolfuiven en zo verder – om hun kas te spijsen en daarvoor betalen zij – terecht – auteursrechten. Maar als ze dan lezen dat deze middelen niet worden gebruikt om de artiesten te betalen, maar om een rockfestival te sponsoren, dan doet dat vragen rijzen.

Vindt de minister dat die sponsoring strookt met de opdracht van SABAM en met de wet op de auteursrechten?

11.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): SABAM is een private coöperatieve vennootschap, met auteurs als leden, die zich richt op het innen van auteursrechten om deze vervolgens te verdelen onder de leden. Sinds 1994 houdt de overheid wel toezicht op SABAM en de wettelijke bepalingen voor dergelijke beheersvennootschappen werden in 2009 nog verscherpt. Zo mag een beheersvennootschap maximaal 10 procent van de geïnde rechten van dat jaar aanwenden voor zogenaamde sociale, culturele of educatieve doeleinden. Sponsoring valt daaronder.

Verder moet het geld daarvoor worden geplaatst op een aparte rekening, moet de algemene vergadering van de beheersvennootschap algemene richtlijnen vastleggen voor de aanwending van die sommen en moet de raad van bestuur van de beheersvennootschap jaarlijks een verslag opstellen over de aanwending ervan.

Als SABAM zich houdt aan de regels, dan is er wettelijk geen probleem. Over de opportuniteit kan ik mij als toezichthoudende overheid niet uitspreken.

11.03 Jef Van den Bergh (CD&V): De minister licht de wettelijke regeling toe, maar zegt niet of deze sponsoring daaraan ook effectief werd getoetst. Van een minister die steeds wil opkomen voor evenementen, had ik toch wat meer engagement verwacht.

11.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Het gaat om een wettelijke controle, dus moet SABAM zich aan de regels houden. Verder kan ik niet gaan. En SABAM sponsort trouwens al tien jaar het Filmfestival in Gent en al vijf jaar Dranouter, maar daarover spreekt de heer Van den Bergh niet.

11.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Het gaat me ook niet om de aard van de evenementen, maar die

10 procent van de jaarlijkse middelen mogen wat mij betreft niet enkel naar grootschalige evenementen gaan, want dan rijst de vraag of er nog iets overblijft voor de kleinere organisaties. Mogelijk moeten we ook die 10 procent herzien in het Parlement.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "een bestraalde container in Zeebrugge" (nr. P0285)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Bijna twee maanden geleden deed zich in het Japanse Fukushima een vreselijke nucleaire ramp voor. Sinds eergisteren zijn er in de haven van Zeebrugge drie containers met een lichte dosis radioactiviteit gedetecteerd. De gemeten dosis is relatief laag, maar het is wel de eerste keer dat er na de ramp een radioactieve besmetting wordt ontdekt op Europees grondgebied. Bovendien heeft het betrokken schip een traject afgelegd van meer dan dertig dagen en was het vertrokken uit de haven van Yokohama, op 234 km van Fukushima. Dat zegt wel iets over de ernst van het incident en het moet ons aansporen tot waakzaamheid.

Kan de minister meer kwijt over de exacte toedracht en zal zij samen met het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle bijkomende maatregelen nemen?

12.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Op dinsdag 3 mei werd in de haven van Zeebrugge een beperkte verhoogde straling gemeten op een container uit een partij van zes containers, van een Japans schip dat op 16 maart was vertrokken in Yokohama en op 28 april aankwam in Zeebrugge. De containers waren onderweg overgeladen op een ander schip uit Maleisië.

Dankzij de vlotte samenwerking tussen het havenbedrijf, de douanediens en het FANC kon men de besmetting vaststellen met behulp van een automatische meetpoort in de haven.

Het alarm werd bevestigd door AV Controlatom. De besmetting betrof een verhoogde waarde van cesium 137, enkel op plekken aan de buitenkant van de container. De straling was nooit alarmerend hoog en er was nooit gevaar voor de volksgezondheid. De inhoud van de container bleek niet besmet.

Bijkomende metingen gisteren bevestigden ook een plaatselijke en lichte radioactieve besmetting op het dak van de container. Ook op twee andere containers van de partij werd een minieme besmetting vastgesteld. Alle containers zullen worden ontsmet door de Civiele Bescherming. Het FANC volgt samen met de bevoegde overheden de verdere evolutie nauw op. De goede onderlinge samenwerking heeft een snelle detectie mogelijk gemaakt.

12.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): We mogen tevreden zijn dat deze vaststellingen zijn gebeurd. Het toont aan dat de controles goed worden uitgevoerd en allerm minst overbodig zijn. Ik hoop natuurlijk dat ook andere landen even goed te werk gaan.

Dat dit schip 30 dagen onderweg is geweest en is vertrokken uit een haven op een afstand van 234 km van Fukushima, moet ons de omvang van de ramp doen inzien. Het moet ons aanzetten tot het nemen van andere beslissingen over kernenergie. Wij zullen straks dan ook de urgentie vragen voor een resolutie over de Europese veiligheidstesten.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bij de stresstests voor kerncentrales gehanteerde criteria" (nr. P0286)

13.01 Catherine Fonck (cdH): De Europese Commissie legt momenteel de criteria voor de stresstests vast. Volgens een Duitse krant zouden louter de criteria met betrekking tot natuurrampen van toepassing zijn.

Is die informatie correct? Neemt men in de ontwerp tekst waarover de Europese commissarissen en ministers zich thans buigen genoeg met afgezwakte criteria? Welke positie neemt België in dit verband in en welk standpunt zal ons land verdedigen als het debat op Europees niveau wordt hervat?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Er werd nog geen Europese beslissing genomen over de reikwijdte van de stresstests voor de kerncentrales. De Western European Nuclear Regulators Association (WENRA) heeft een voorstel bekendgemaakt dat inderdaad beperkt is tot de scenario's die in geval van kernongevallen ten gevolge van natuurfenomenen worden gevolgd. Dat voorstel wordt besproken door de European Nuclear Safety Regulators Group (ENSREG), een groep van onafhankelijke experts.

De stresstests worden niet opgesteld in functie van de slaagkansen van elke nucleaire installatie. Het is de bedoeling van WENRA om ongevalsituaties die vergelijkbaar zijn met de ramp in Fukushima, te evalueren. De analyse zal voor een groot deel kunnen worden geëxtrapoleerd naar de ongevalscenario's die het gevolg zijn van menselijke activiteiten.

Er zal pas een definitief standpunt kunnen worden ingenomen, nadat de Europese beslissing is goedgekeurd. We zouden ook andere types van nucleaire installaties aan die tests kunnen onderwerpen.

De deskundigen moeten geheel onafhankelijk kunnen werken.

In haar voorstel spreekt WENRA zich niet uit over de slaag- of faalcriteria; alleen de nationale instanties zijn hiervoor bevoegd. Bij mijn weten betwist geen enkele andere lidstaat dat initiatief.

13.03 **Catherine Fonck** (cdH): Wat telt, zijn de gevolgen voor de veiligheid en de gezondheid van de bevolking. Ik mag hopen dat men met de keuze voor een verenging van de criteria geen bocht van 180 graden neemt om ervoor te zorgen dat alle centrales de stresstests doorstaan. Als dat betekent dat men te dien einde de criteria versoepelt en de lat lager legt, dan is dat onaanvaardbaar.

België moet een krachtig standpunt innemen. (*Applaus*)

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de oproep van de brandweerlieden voor het voeren van onderhandelingen" (nr. P0287)**

14.01 **Laurent Devin** (PS): De voorzitter van de Koninklijke Belgische Brandweerefederatie verzoekt u onderhandelingen te voeren opdat er een einde kan worden gemaakt aan de gespannen verhouding tussen de overheid en de vrijwillige brandweerlieden, die een echt statuut eisen. Het betrokken personeel verkeert tussen hangen en wurgen door de huidige juridische onduidelijkheid.

Wat zal u de voorzitter van die federatie antwoorden? Welke budgettaire maatregelen zal u nemen? Wordt er daarbij rekening gehouden met de steden en gemeenten?

De **voorzitter**: Proficiat, mijnheer Devin, met uw eerste toespraak in het halfroond. (*Applaus*)

14.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Mijn diensten werken thans aan aanpassingen van de regelgevende teksten betreffende de vrijwillige brandweerlieden. Die aanpassingen hebben betrekking op de duur van de arbeidsprestaties, de classificatie ervan en de vergoedingen. Er hebben heel wat vergaderingen plaatsgevonden over de uitwerking van een nieuw statuut voor vrijwillige brandweerlieden en beroepsbrandweerlieden, maar in deze periode van lopende zaken is een en ander momenteel uitgesteld.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen hangende gerechtelijke procedures en het opstellen van regelgevende teksten.

14.03 **Laurent Devin** (PS): Ik vraag met aandrang dat de vertegenwoordigers van steden en gemeenten via de financiering bij die hervorming zouden worden betrokken.

Het incident is gesloten.

15 **Rouwulde – de heer André De Beul**

De **voorzitter** (*voor de staande vergadering*): Op 6 april overleed in Wilrijk, op 73-jarige leeftijd, André De Beul, eresecretaris van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

André De Beul engageerde zich in de Vlaamse beweging tijdens zijn middelbare studies aan het Antwerpse Sint-Lievenscollege. Kort na afloop van die studies, in 1957, trad hij toe tot de pas opgerichte Volksunie.

In 1964 werd André De Beul tot gemeenteraadslid verkozen in Wilrijk, een mandaat dat hij tot eind 1982 zou blijven bekleden.

Vanaf het begin van de jaren 70 bouwde hij ook een nationale politieke carrière uit. Van 1971 tot 1987 zetelde hij voor het arrondissement Antwerpen in deze Assemblee, waarvan hij van 1977 tot 1982 secretaris was. Van 1987 tot 1991 zetelde hij in de Senaat. Tien jaar lang, van 1981 tot 1991, was hij ook ondervoorzitter van de Vlaamse Raad.

In het Antwerpse politieke leven bleef André De Beul in de schaduw van Hugo Schiltz. Door zijn werkijver en dossierkennis groeide hij evenwel uit tot een gerespecteerd parlements lid. Vooral cultuur en media genoten zijn aandacht: zo zette hij zich jarenlang in voor de doorbreking van het televisie monopolie van de BRTN.

Zijn strijd voor de gedeeltelijke depenalisering van abortus, tegen de wil van zijn toenmalige partijvoorzitter in, leverde hem in 1990 de Arkprijs van het Vrije Woord op.

Namens de Kamer heb ik zijn familie mijn oprechte deelneming betuigd.

15.01 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Namens de regering sluit ik me aan bij het rouwbetoon van de voorzitter.

De Kamer neemt een minuut stilte in acht.

16 Rouwhulde – de heer Albert Liénard

De **voorzitter** (*voor de staande vergadering*): We hebben het overlijden vernomen van gewezen Kamerlid Albert Liénard.

Albert Liénard, een gewezen leraar, werd in 1938 geboren in Quaregnon. In 1970 werd hij lid van de PSC.

Van 1979 tot 1985 was hij federaal volksvertegenwoordiger voor het arrondissement Bergen, en van 1981 tot 1985 secretaris van de Kamer.

In onze Assemblee had hij vooral belangstelling voor de debatten over onderwijs, de gewestelijke nijverheid en energie.

Tussen 1985 en 1995 bekleedde hij in de Waalse regering verschillende ministerposten. Hij was minister van Ruimtelijke Ordening van 1985 tot 1992 en minister van Tewerkstelling en Technologische Ontwikkelingen van 1992 tot 1995. Daarna zetelde hij in het Waals Parlement, van 1995 tot 2004.

Het fundament waarop hij zijn politieke carrière opbouwde, was zijn ervaring als gemeenteraadslid, eerst in zijn thuisbasis Eugies en nadien in Frameries, waar hij gedurende 40 jaar in de gemeenteraad zetelde.

In 1989 richtte Albert Liénard het Agence wallonne à l'exportation op. Hij is ook de stichter van het Wetenschappelijk Avonturenpark Pass in Frameries.

We zullen ons hem blijven herinneren als een opgewekte en hartelijke man, een noeste werker en een man van zijn woord, die het humanisme en de generositeit die hij verdedigde, volledig belichaamde.

Namens de Kamer van volksvertegenwoordigers betuig ik zijn familie en naasten mijn oprechte deelneming.

16.01 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Namens de regering wil ik de heer Albert Liénard in herinnering brengen. Van 1979 tot 1995 maakte hij deel uit van de Kamer van volksvertegenwoordigers en als minister in

de Waalse regering oefende hij van 1985 tot 1995 verscheidene bevoegdheden uit.

Dankzij zijn overtuigingen en zijn inzet lag hij ten grondslag aan het herstel van Wallonië en baande hij de weg voor het latere Marshallplan. Hij tekende eveneens voor de belangrijke decentralisatie en participatie waardoor de gemeenten echt verantwoordelijk werden voor hun stedenbouwkundig beleid.

Hij was een sociaal man, met een groot waardebeseft en altruïsme. Hij stelde het algemeen belang voorop en stond open voor personen van allerlei afkomst en voor alle overtuigingen en politieke en filosofische strekkingen. We herinneren hem als een man van zijn woord, trouw, warm en eerlijk, die de waarden van humanisme en generositeit belichaamde.

We betuigen onze deelneming aan zijn familie.

De Kamer neemt een minuut stilte in acht.

16.02 Jan Jambon (N-VA): In de dood is iedereen gelijk! Vandaag stel ik vast dat deze uitdrukking voor minstens één politieke familie en vice-eersteminister niet geldt. Is dat ook het standpunt van de voltallige regering? Deze gang van zaken vind ik verwerpelijk. *(Applaus op de banken van N-VA, Vlaams Belang en CD&V)*

De **voorzitter**: De voorzitter van de Kamer heeft een mededeling gedaan over de twee betrokken personen.

17 Urgentieverzoek vanwege de regering

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg (nr. 1364/1).

De urgentie wordt bij instemming aangenomen.

18 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? *(Nee)*
Aldus wordt besloten.

19 Urgentieverzoeken

19.01 David Geerts (sp.a): Ik vraag de urgentie voor wetsvoorstel nr. 1398.

19.02 Jan Van Esbroeck (N-VA): Ik ben vandaag beschaamd om parlements lid te zijn. Rouwhuldes zoals deze die we net gehoord hebben, hoeven voor mij niet.

Wij willen de urgentie van dit wetsvoorstel steunen. De horeca is een sector die op zeer korte termijn een aantal behoeften heeft. Wij gaan niet volledig akkoord met de inhoud van dit voorstel, maar willen wel dat het debat binnenkort gevoerd wordt.

19.03 Thierry Giet (PS): Een lid van mijn fractie heeft dat voorstel medeondertekend. Ik meen te weten dat die tekst naar de commissie voor de Justitie zal worden verzonden.

Als we vandaag de urgentie goedkeuren, zullen de prioriteiten van de commissie voor de Justitie helemaal anders liggen. Ik ben niet zeker dat dat een goede zaak is.

Zouden we niet kunnen beslissen dat voorstel te verzenden naar de commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht? Zo kan het sneller behandeld worden, zonder te veel te tornen aan de regeling van de werkzaamheden van die commissie.

19.04 David Geerts (sp.a): Het gaat hier inderdaad over een zaak van handels- en economisch recht. Wij vragen de urgentie omdat er op 1 juni voor de horeca een belangrijke wijziging komt met grote gevolgen voor veel kleine cafés. Wij zijn beducht voor een sociaal bloedbad.

19.05 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Mijn fractie steunt het urgentieverzoek.

19.06 Herman De Croo (Open Vld): We moeten pragmatisch zijn en kiezen voor de methode waarmee we het voorstel snel kunnen behandelen, zonder andere werkzaamheden te vertragen. Misschien kunnen we dit voorstel in de commissie Handelsrecht behandelen.

19.07 Thierry Giet (PS): Ik weet niet of ik me duidelijk uitgedrukt heb. Ik heb niets tegen een snelle behandeling van die tekst. Maar indien we de urgentie goedkeuren en de tekst wordt overgezonden naar de commissie voor de Justitie, zal de toch al drukke agenda van die commissie nog meer belast worden. Ik stel daarom voor om de tekst te verzenden naar de commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht, waar hij sneller zal kunnen worden behandeld.

19.08 Daniel Bacquelaire (MR): Ook wij willen een snelle behandeling. We hebben compensaties gevraagd voor de horecasector, en met name voor de cafés, die op voorhand al ernstig onder de gevolgen van het rookverbod zal lijden. We wensen dat dit voorstel snel zal worden goedgekeurd opdat het op 1 juli in werking zou kunnen treden. Het kan behandeld worden in de commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht, en ik veronderstel dat de voorzitter van die commissie, mevrouw Marghem, bereid zal zijn om het op haar agenda te plaatsen.

19.09 Bruno Tobback (sp.a): Wij zijn niet tegen de bespreking van dit wetsvoorstel in de commissie Handelsrecht, maar ik stel voor dat wij dan meteen ook de urgentie goedkeuren voor de behandeling in die commissie.

19.10 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Dit onderwerp moet in de commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht worden behandeld. Laten wij niettemin het urgentieverzoek goedkeuren; er werd hier slecht werk geleverd, het Grondwettelijk Hof heeft correcties aangebracht en wij moeten een en ander nu rechtbreien. Laten wij dus onze verantwoordelijkheid opnemen!

19.11 Sarah Smeyers (N-VA): Mijn fractie en ikzelf, als voorzitter van de commissie Justitie, keuren de urgentie goed, om het even in welke commissie het wetsvoorstel ook zal worden besproken. Gelet op de zware agenda van de commissie Justitie en de snelheid die in deze kwestie aangewezen is, juich ik het voorstel tot doorverwijzing naar de commissie Handelsrecht toe. De voorzitter van die commissie zal hiermee vermoedelijk wel akkoord gaan.

De **voorzitter**: Er wordt voorgesteld de urgentie goed te keuren en het voorstel te verzenden naar de commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Het urgentieverzoek wordt bij instemming aangenomen.

19.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik vraag de urgentie voor het voorstel van resolutie nr. 1405 van de heer Deleuze en mijzelf over de modaliteiten van de Europese nucleaire veiligheidstest. De eerste geruchten daarover zijn niet hoopgevend. De tests dreigen te worden gereduceerd tot een onaanvaardbare lightversie. De ministers Turtelboom en Magnette zullen zich op korte termijn moeten uitspreken over de modaliteiten van de veiligheidstests en daarom achten wij een parlementair debat hierover dringend en noodzakelijk.

19.13 Herman De Croo (Open Vld): Dit kan misschien naar de commissie voor de Nucleaire Veiligheid

worden verzonden. Als de voorzitter, de heer Schiltz, ons zijn agenda kan meedelen, vinden wij misschien een pragmatische oplossing?

19.14 Bruno Tobback (sp.a): Dat klinkt wel constructief, maar is het niet. De commissie Nucleaire Veiligheid kan immers niet stemmen over de resolutie. Een pragmatische oplossing is dus dat wij nagaan in welke commissie het voorstel van resolutie kan worden behandeld, inclusief de stemming. In ieder geval steunt mijn fractie de vraag tot urgentie.

19.15 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik loop over van enthousiasme om dit werk zo snel mogelijk aan te vatten. (*Gelach*)

De commissie Nucleaire Veiligheid kan inderdaad niet stemmen over het voorstel, maar ze kan wel advies geven, zodat men zich daarop in een andere commissie kan baseren om erover te stemmen. Als we de thema's samen houden kunnen alle volksvertegenwoordigers zich concentreren op hun terrein en wordt een en ander niet versnipperd. Dit zou de spoedige behandeling ten goede komen.

19.16 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Ik sta achter de dringende verzending van dit voorstel naar een commissie met stemrecht, niet naar een werkgroep. Ik denk in dit geval aan de commissie voor het Bedrijfsleven.

De **voorzitter**: In de voorliggende tekst wordt voorgesteld het voorstel naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt te verzenden. Als u de urgentie vraagt, zal het voorstel naar die commissie worden verzonden, zonder dat de mogelijkheid wordt uitgesloten dat de werkgroep er zo snel mogelijk advies over uitbrengt.

Zijn we het eens over dit voorstel? (*Ja*)

De urgentie wordt dus goedgekeurd, en het voorstel wordt verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt. De werkgroep zal er zo snel mogelijk advies over uitbrengen.

Aldus zal geschieden.

De urgentie wordt bij instemming aangenomen.

20 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? (*Nee*) Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 16.52 uur. Volgende vergadering donderdag 12 mei 2011 om 14.15 uur.